SÉNAT

Session ordinaire de 1915.

COMPTE RENDU IN EXTENSO. — 67^e SÉANCE

Séance du jeudi 30 novembre.

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal.

2. — Excuse.

3. — Dépôt par M. Albert Métin, ministre du travail et de la prévoyance sociale, au nom de M. le garde des sceaux, ministre de la justice et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la surveillance des opérations de réassurances souscrites ou exécutées en France et en Algérie. — Renvoi à la commission relative aux assurances et des sociétés de capitalisation, nommée le 23 mars 1914.

— Dépôt par M. Ribot, ministre des finances, de deux projets de loi :

Le 1^{er}, adopté par la Chambre des députés, portant conversion en crédits définitifs des crédits provisoires ouverts au titre du budget général et au titre des budgets annexes de l'exercice 1916;

Le 2^e, relatif à la publication au *Bulletin officiel* des oppositions des numéros des titres au porteur de rente sur l'Etat déclarés perdus ou volés à la suite des faits de guerre.

Renvoi des deux projets de loi à la commission des finances.

4. — Dépôt par M. Murat, d'un rapport sommaire, au nom de la 7^e commission d'initiative parlementaire, sur la proposition de loi de M. Chauveau, ayant pour objet de faciliter le remembrement de la propriété rurale.

Dépôt par M. Milliès-Lacroix, au nom de M. Aimond, d'un rapport de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant conversion en crédits définitifs des crédits provisoires ouverts, au titre du budget général et au titre des budgets annexes de l'exercice 1916.

5. — Demande d'interpellation de M. Debierre sur le ravitaillement civil, et en particulier sur la crise des transports et des charbons. — Fixation ultérieure de la date de la discussion.

Demande d'interpellation de MM. Clemenceau, Paul Doumer, Charles Humbert, Vallé, Richard, Charles Chabert, de Selves, Petitjean, Stéphane Pichon, Cazeneuve, Lucien Cornet, Lourties, Henry Bérenger, Henry Chéron, Gavini, Milliès-Lacroix, Lebert, Cauvin, Chapuis, Bonnefoy-Sibour, Le Hérisse, Jeanneney, Debierre, Paul Strauss, Gervais, Amic, de La Batut, Boudenoit et Gaston Menier sur la situation des armements et des fabrications de l'artillerie; la production des matières premières et des forces motrices; le ravitaillement; et sur l'organisation et la conduite de la guerre. — Fixation ultérieure de la date de la discussion.

6. — Adoption du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à distraire la commune de Saint-Martin-le-Beau (Indre-et-Loire) du canton d'Amboise, pour le rattacher au canton de Blera.

7. — 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1917 le délai d'exécution des travaux de vicinalité compris dans les programmes de 1912, 1913 et 1914.

Déclaration de l'urgence.

Adoption de l'article unique de la proposition de loi.

8. — Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1915, de crédits concernant les services de la guerre et de la marine.

Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement.

SÉNAT — IN EXTENSO

Art. 1^{er} (Etat A) : M. Milliès-Lacroix rapporteur. — Adoption.

Art. 2 et 3. — Adoption.

Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi.

9. — 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à autoriser, à l'occasion de Noël 1916 et du 1^{er} janvier 1917, l'envoi gratuit, par poste, d'un paquet du poids maximum d'un kilogramme, à destination de tous les militaires et marins présents dans la zone des armées, en France, aux colonies, dans les pays de protectorat et à l'étranger, ou en service à la mer.

Déclaration de l'urgence.

Adoption des deux articles et de l'ensemble de la proposition de loi.

10. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant suppression des contributions directes et établissement d'un impôt général sur les revenus et d'un impôt complémentaire sur l'ensemble du revenu.

Discussion des articles (suite) :

Art. 37 (ancien 39) — (nouvelle rédaction) : Sur l'article : M. Goy.

Amendement de MM. Mulac, Herriot, Limouzain-Laplanche, Martell, Genet et Servant : MM. Mulac, Perchot, rapporteur; Baudoin-Bugnet, commissaire du Gouvernement; Léon Barbier, Doumer, Ribot, ministre des finances. — Adoption de l'amendement.

Adoption de l'article 37 modifié.

Art. 15 (ancien 16).

Amendement de M. Eugène Lintilhac sur le premier alinéa : MM. Perchot, rapporteur; Touron, Ribot, ministre des finances.

Amendement de M. Touron (soumis à la prise en considération) : MM. Perchot, rapporteur, Ribot, ministre des finances. — Adoption. — Renvoi à la commission.

Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance.

11. — Dépôt et lecture par M. Dupont d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à fixer la base des redevances à verser par la caisse nationale d'épargne au budget général de l'Algérie pour l'exécution du service de cette institution par l'administration des postes et des télégraphes.

Déclaration de l'urgence.

Discussion immédiate prononcée.

Adoption de l'article unique du projet de loi.

12. — Lecture par M. Gervais de son rapport, précédemment déposé, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au recensement et à la révision de la classe 1918.

Déclaration de l'urgence.

Discussion immédiate prononcée.

Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement.

Discussion générale : MM. Gaudin de Villaine et d'Estournelles de Constant.

Adoption successive des cinq articles.

Sur l'ensemble : M. Paul Doumer.

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

13. — Lettre de M. le président de la Chambre des députés, portant transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant les chemins de fer d'intérêt local et les tramways. — Renvoi à la commission des chemins de fer.

14. — Dépôt d'un rapport de M. Colin sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant la loi du 7 avril 1915, autorisant le Gouvernement à rapporter les décrets de naturalisation obtenus par d'anciens sujets des puissances en guerre avec la France.

15. — Règlement de l'ordre du jour : MM. Ribot, ministre des finances; Perchot et Henry Chéron.

Fixation de la prochaine séance au mardi 5 décembre.

PRÉSIDENCE DE M. ANTONIN DUBOST

La séance est ouverte à trois heures.

1. — PROCÈS-VERBAL

M. de La Batut, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la séance du mardi 28 novembre.

Le procès-verbal est adopté.

2. — EXCUSE

M. le président. M. Fleury s'excuse de ne pouvoir assister à la séance de ce jour.

3. — DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale.

M. Albert Métin, ministre du travail et de la prévoyance sociale. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la surveillance des opérations de réassurances souscrites ou exécutées en France et en Algérie.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, le projet de loi est renvoyé à la commission relative aux assurances et des sociétés de capitalisation nommée le 23 mars 1914. (*Adhésion.*)

Il sera imprimé et distribué.

La parole est à M. le ministre des finances.

M. Ribot, ministre des finances. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant conversion en crédits définitifs des crédits provisoires ouverts au titre du budget général et au titre des budgets annexes de l'exercice 1916.

J'ai l'honneur de déposer également sur le bureau du Sénat un projet de loi relatif à la publication au *Bulletin officiel* des oppositions des numéros des titres au porteur de rente sur l'Etat déclarés perdus ou volés à la suite de faits de guerre.

M. le président. Les projets de loi sont renvoyés à la commission des finances.

Ils seront imprimés et distribués.

4. — DÉPÔT DE RAPPORTS

M. le président. La parole est à M. Murat.

M. Murat. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport sommaire fait au nom de la 7^e commission d'initiative parlementaire chargée d'examiner la proposition de loi de M. Chauveau, ayant pour objet de faciliter le remembrement de la propriété rurale.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

La parole est à M. Milliès-Lacroix.

M. Milliès-Lacroix. Au nom de M. Aimond, rapporteur général de la commission des finances, j'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant conversion en crédits définitifs des crédits provisoires ouverts, au titre du budget général et au titre des budgets annexes de l'exercice 1916.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

5. — DEMANDES D'INTERPELLATION

M. le président. J'ai reçu de M. Debierre une demande d'interpellation sur le ravitaillement civil, et en particulier sur la crise des transports et des charbons.

Nous attendrons, messieurs, la présence du ministre, pour fixer la date de cette interpellation. (*Adhésion.*)

J'ai reçu également une demande d'interpellation de MM. Clemenceau, Paul Doumer, Charles Humbert, Vallé, Richard, Charles Chabert, de Selves, Petitjean, Stéphane Pichon, Cazeneuve, Lucien Cornet, Lourties, Henry Bérenger, Henry Chéron, Gavini, Millès-Lacroix, Lebert, Cauvin, Chapuis, Bonnefoy-Sibour, Le Hérisse, Jeanneney, Debierre, Paul Strauss, Gervais, Amic, de La Batut, Boudenoot et Gaston Menier, sur la situation des armements et des fabrications de l'artillerie; la production des matières premières et des forces motrices; le ravitaillement; et sur l'organisation et la conduite de la guerre.

Le Sénat ne pourra être appelé à se prononcer sur la fixation de la date de la discussion qu'après avoir entendu le Gouvernement. (*Assentiment.*)

6. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI PORTANT RATTACHEMENT D'UNE COMMUNE AU CANTON DE BLÉRÉ

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à distraire la commune de Saint-Martin-le-Beau (Indre-et-Loire) du canton d'Amboise pour la rattacher au canton de Bléré.

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — La commune de Saint-Martin-le-Beau (canton d'Amboise, arrondissement de Tours, département d'Indre-et-Loire) est rattachée au canton de Bléré (mêmes arrondissement et département). »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.
(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Les indemnités qui pourraient être dues par les officiers publics et ministériels bénéficiant de l'annexion seront réglées à l'amiable entre les intéressés, sous le contrôle du Gouvernement, ou fixées par décret rendu après avis de la chambre de discipline et du tribunal pour les officiers publics et ministériels, et après avis du procureur général pour les greffiers. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.
(Le projet de loi est adopté.)

7. — ADOPTION D'UNE PROPOSITION DE LOI CONCERNANT LES TRAVAUX DE VICINALITÉ

M. le président. L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1917 le délai d'exécution des travaux de vicinalité compris dans les programmes de 1912, 1913 et 1914.

M. Alexandre Bérard, rapporteur. J'ai l'honneur de demander au Sénat, d'accord avec le Gouvernement, de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. le président. Je consulte le Sénat sur

l'urgence qui est demandée par la commission, d'accord avec le Gouvernement.

Il n'y a pas d'opposition?...

L'urgence est déclarée.

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion de l'article unique de la proposition de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion de l'article unique.)

M. le président. Je donne lecture de cet article :

« Article unique. — Le délai d'exécution des travaux de vicinalité compris dans les programmes de 1912, 1913 et 1914 est reporté au 31 décembre 1917. »

Je mets aux voix l'article unique.

(La proposition de loi est adoptée.)

8. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI PORTANT OUVERTURE ET ANNULLATION DE CRÉDITS SUR L'EXERCICE 1915

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1915, de crédits concernant les services de la guerre et de la marine.

J'ai à donner connaissance au Sénat des décrets suivants :

« Le Président de la République française,
« Sur la proposition du ministre des finances,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — MM. Privat-Deschanel, conseiller d'Etat en service extraordinaire, directeur général de la comptabilité publique, et Celler, sous-directeur de la comptabilité publique, sont désignés, en qualité de commissaires du Gouvernement, pour assister le ministre des finances, au Sénat, dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1915, de crédits concernant les services de la guerre et de la marine.

« Art. 2. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 23 novembre 1913.

« R. POINCARÉ.

« Par le Président de la République :

« Le ministre des finances,

« A. RIBOT. »

« Le Président de la République française,
« Sur la proposition du ministre de la guerre,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Alombert, contrôleur général de l'administration de l'armée, directeur du contrôle au ministère de la guerre, est désigné, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le ministre de la guerre, au Sénat, dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des

députés, portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1915, de crédits concernant les services de la guerre et de la marine.

« Art. 2. — Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 23 novembre 1913.

« R. POINCARÉ.

« Par le Président de la République,

« Le ministre de la guerre,

« ROQUES. »

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

TITRE I^{er}

BUDGET GÉNÉRAL

« Art. 1^{er}. — Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre de l'exercice 1915, en addition aux crédits alloués par la loi du 23 décembre 1914 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget général, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme totale de 412,499,070 fr.

« Ces crédits demeurent répartis par chapitre, conformément à l'état A annexé à la présente loi. »

Je donne lecture de l'état A :

Ministère de la guerre.

1^{re} section. — Troupes métropolitaines et coloniales.3^e partie. — Services généraux des ministères.

Intérieur.

« Chap. 18. — Service militaire des chemins de fer, 900,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 21. — Réquisition des voitures automobiles et des voitures attelées, 6 millions 100,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 31. — Alimentation de la troupe, 315,810,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 31 septièmes. — Ravitaillement de la population civile du camp retranché de Paris, 33,400,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 33. — Harnachement de la cavalerie, 866,530 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 37. — Allocations aux militaires soutiens de famille et gratifications de réforme, 37,792,000 fr. » — (Adopté.)

Algérie et Tunisie.

« Chap. 42. — Etat-major général et services généraux, 40,620 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 44. — Service de l'intendance militaire, 24,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 45. — Service de santé, 95,490 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 47. — Solde de l'infanterie, 8,434,920 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 48. — Solde de la cavalerie, 897,240 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 49. — Solde de l'artillerie, 735,700 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 50. — Solde du génie, 65,700 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 52. — Solde du train des équipages militaires, 95,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 53. — Solde des troupes d'administration, 317,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 68. — Pain et approvisionnements de réserve, 710,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 69. — Ordinaires de la troupe, 1,329,000 fr. » — (Adopté.)

2^e section. — Occupation militaire du Maroc.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

TITRE 1^{er}. — Troupes métropolitaines et troupes auxiliaires indigènes mixtes.

« Chap. 88. — Etat-major général et services généraux, 164,220 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 91. — Service de santé, 21,550 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 93. — Solde de l'infanterie, 892,620 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 94. — Solde de la cavalerie, 2,868,580 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 95. — Solde de l'artillerie, 60,940 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 99. — Solde des troupes d'administration, 554,680 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 100. — Gendarmerie, 293,280 fr. » — (Adopté.)

« Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources du budget général de l'exercice 1915. »

M. Millières-Lacroix, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Messieurs, j'avais l'intention d'appeler l'attention du Gouvernement sur les observations contenues dans le rapport présenté, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi soumis à votre approbation; mais, en l'absence de M. le ministre de la guerre, je m'abstendrai. Cependant, la commission des finances m'a prié d'insister auprès du Gouvernement pour qu'il veuille bien s'abstenir d'engager des dépenses qui n'ont pas un lien étroit avec ce qui est nécessaire pour la conduite de la guerre; en l'espèce, je veux parler également de la création de nouveaux services qui ne seraient pas indispensables.

D'autre part, il est possible, dans les services existants, de faire des économies. Nous avons signalé — c'est un chapitre qui, aujourd'hui, exige des dépenses considérables — pour le service des automobiles, des économies possibles, tant dans l'administration militaire que dans les administrations civiles. On continue, sans doute avec moins d'ampleur, mais on continue encore à se servir de voitures automobiles pour des usages qui n'ont aucun lien avec les nécessités de la guerre. (*Adhésion.*) Certains fonctionnaires abusent parfois de la voiture automobile, et aussi, malheureusement, certains employés militaires. (*Très bien! très bien!*)

M. le ministre des finances voudra bien être le fidèle interprète de la commission des finances et, même, en raison de l'approbation que je viens de recevoir de la haute Assemblée tout entière (*Assentiment*), en faisant part au Gouvernement des observations que je viens de lui présenter. (*Vive approbation.*)

M. le président. S'il n'y a pas d'autre observation, je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre, au titre de l'exercice 1915, par la loi du 23 décembre 1915 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget général, une somme de 313,629,910 fr., est et demeure définitivement annulée, conformément à l'état B annexé à la présente loi. »

Je donne lecture de l'état B :

Ministère de la guerre.

1^{re} section. — Troupes métropolitaines et coloniales.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

Intérieur.

« Chap. 10. — Manœuvres et exercices techniques, 20,000 fr. »

« Chap. 11. — Frais de déplacements et transports, 200,000 fr. »

« Chap. 17. — Service géographique. — Matériel, 4,500,000 fr. »

« Chap. 20. — Matériel de l'artillerie, 8,000,000 fr. »

« Chap. 25. — Matériel du génie, 10,000,000 de francs. »

« Chap. 26. — Champs de manœuvres et de tir, stands et manèges, 4,000,000 fr. »

« Chap. 29. — Remonte, 138,000,000 fr. »

« Chap. 29 bis. — Réquisition des chevaux, 7,400,000 fr. »

« Chap. 30. — Etablissements de l'intendance. — Personnel, 800,000 fr. »

« Chap. 31 quinquies. — Approvisionnements de sucre pour la population civile, 15,000,000 fr. »

« Chap. 36. — Etablissements du service de santé. — Matériel, 95,000,000 fr. »

« Chap. 38. — Secours, 13,500,000 fr. »

« Chap. 39 bis. — Subvention pour l'administration des territoires occupés, 3,000,000 de francs. »

« Chap. 40 bis. — Croix de guerre et frais de décorations décernées aux militaires des armées alliées, 58,000 fr. »

Algérie et Tunisie.

« Chap. 43. — Etats-majors particuliers de l'artillerie et du génie, 59,000 fr. »

« Chap. 63. — Etablissements du génie, 400,000 fr. »

« Chap. 66. — Etablissements de l'intendance. — Personnel, 100,000 fr. »

« Chap. 76. — Hôpitaux, 2,400,000 fr. »

Divers.

« Chap. 83. — Corps d'occupation de Chine, 4,500,000 fr. »

2^e section. — Occupation militaire du Maroc.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

TITRE 1^{er}. — Troupes métropolitaines et troupes auxiliaires indigènes mixtes.

« Chap. 89. — Etats-majors particuliers de l'artillerie et du génie, 21,910 fr. »

« Chap. 90. — Service de l'intendance, 281,000 fr. »

« Chap. 101. — Frais de déplacements et transports, 6,000,000 fr. »

« Chap. 107. — Etablissements du génie, 4,000,000 fr. »

« Chap. 114. — Chauffage et éclairage, 110,000 fr. »

« Chap. 119. — Hôpitaux, 430,000 fr. »

TITRE II. — Troupes coloniales.

« Chap. 124. — Etats-majors, 250,000 fr. »

« Chap. 126. — Service de santé, 100,000 francs. »

« Chap. 130. — Frais de déplacements, 4,500,000 fr. »

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 2. (L'article 2 est adopté.)

M. le président.

TITRE II

DISPOSITION SPÉCIALE

« Art. 3. — La valeur du matériel à délivrer aux services d'exécution du département de la marine en 1915 (crédits matières) est augmentée d'une somme totale de 10 millions de francs ainsi répartie :

« Chap. 1 ^{er} . — Service des subsistances. — Matières.....	1.000.000
« Chap. 3. — Services des approvisionnements de la flotte. — Matières.....	6.000.000
« Chap. 6. — Constructions navales. — Service général, y compris les dépenses individuelles. — Matières.....	1.000.000
« Chap. 7. — Constructions navales. — Entretien et réparations de la flotte construite et du matériel flottant des mouvements du port. — Matières.....	2.000.000

Total égal..... 10.000.000 »

(Adopté.)
Il va être procédé au scrutin sur l'ensemble du projet de loi.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre des votants.....	249
Majorité absolue.....	125

Pour l'adoption..... 249

Le Sénat a adopté.

9. — ADOPTION D'UNE PROPOSITION DE LOI CONCERNANT L'ENVOI GRATUIT DE PAQUETS POSTAUX AUX MOBILISÉS

M. le président. L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à autoriser, à l'occasion de Noël 1916 et du 1^{er} janvier 1917, l'envoi gratuit, par poste, d'un paquet du poids maximum d'un kilogramme, à destination de tous les militaires et marins présents dans la zone des armées, en France, aux colonies, dans les pays de protectorat et à l'étranger, ou en service à la mer.

M. Dupont, rapporteur. J'ai l'honneur de demander au Sénat, d'accord avec le Gouvernement, de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'urgence qui est demandée par la commission d'accord, avec le Gouvernement.

Il n'y a pas d'opposition?...
L'urgence est déclarée.

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles de la proposition de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Pendant la période du 15 au 26 décembre 1916 inclus, le public sera admis à envoyer gratuitement, par la poste, un paquet du poids maximum d'un kilogramme, à destination de tous les militaires et marins présents dans la zone des armées, en France, aux colonies, dans les pays de protectorat et à l'étranger, ou en service à la mer.

« La même gratuité exceptionnelle pourra être accordée, après entente avec les gouvernements des pays alliés, pour l'envoi des paquets postaux adressés aux militaires

et marins de ces pays présents dans la zone des armées, en France et en Belgique, ou à l'armée d'Orient. »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.
(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Un décret déterminera les conditions d'application de la présente loi. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de loi.

(La proposition de loi est adoptée.)

10. — SUITE DE LA DISCUSSION DU PROJET DE LOI PORTANT ÉTABLISSEMENT D'UN IMPÔT GÉNÉRAL SUR LES REVENUS

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant suppression des contributions directes et établissement d'un impôt général sur les revenus et d'un impôt complémentaire sur l'ensemble du revenu.

Le Sénat, messieurs, reprend la discussion à l'article 37 (ancien 39).

La commission propose, pour cet article, la rédaction suivante :

« En remplacement des centimes départementaux et communaux additionnels à la contribution des patentes, il est établi, au profit des départements et des communes, une taxe sur les locaux affectés, soit à l'habitation, soit à l'exercice de la profession des personnes visées aux titres I et IV de la présente loi. »

La parole est à M. Goy sur cet article.

M. Goy. Je prie le Sénat de me permettre de lui soumettre quelques observations qui viennent à l'esprit lorsqu'on étudie l'article du projet de loi relatif à la création d'une taxe spéciale en remplacement des centimes additionnels départementaux et communaux adjoints à l'impôt de la patente.

On peut dire que, dans son travail, la commission a été mue par deux idées principales.

La première est de substituer à l'impôt de la patente un impôt offrant plus de justice et d'équité. L'impôt de la patente, en effet, n'est pas proportionnel aux bénéfices réalisés, il frappe le travail avant même qu'on sache si ce travail sera ou non productif, si celui qui s'y livre réalisera au bout de l'année un gain ou, au contraire, s'il sera acculé à la faillite et à la misère.

En second lieu, la commission a voulu élargir le cadre de la patente. Elle a voulu frapper du poids de l'impôt toute une catégorie de citoyens qui en étaient exonérés jusqu'à présent. Ce sont ceux qu'elle a visés dans les titres II et IV du projet de loi, les exploitants agricoles, les employés, les fonctionnaires, etc.

Je voudrais examiner devant le Sénat si, en ce qui concerne les finances départementales et communales, la commission a été fidèle aux principes qu'elle voulait suivre.

La question a une très grande importance; car vous savez, messieurs, que nos départements n'ont d'autres ressources que celles qui leur proviennent des centimes adjoints aux quatre contributions directes.

Les communes sont placées dans une situation meilleure. Beaucoup, en effet, possèdent des revenus propres. Elles ont des bois, des pâturages, des domaines, quelquefois des titres de rente et des créances avec ou sans affectation spéciale. Elles peuvent établir à leur profit des taxes — ce que ne peuvent pas faire les départements — taxes d'octroi, taxes de remplacement, taxes sur les loyers, taxes de voirie; certaines de ces taxes ont même pour elles un caractère obligatoire, telles que la taxe sur les chiens.

Enfin l'Etat abandonne aux communes une part des impôts qu'il percevait à son profit: 8 p. 100 sur le principal des patentes, 10 fr. sur chaque permis de chasse.

Quelques-unes de nos villes tirent de leurs services industriels des recettes, quoique les régies directes soient beaucoup plus rares dans notre pays qu'à l'étranger ou elles constituent, pour beaucoup de villes, leur principal revenu. Il n'en existe pas moins chez nous des municipalités qui vendent l'eau, quelques-unes, le gaz et l'électricité; elles sont aussi associées, parfois, à des sociétés industrielles, de compte à demi avec elles.

Quoi qu'il en soit, les départements, pour la totalité de leurs besoins, les communes, pour assurer leurs recettes ordinaires et extraordinaires surtout, sont obligés de faire appel aux centimes additionnels sur les quatre contributions directes.

La part que prélèvent les communes et les départements sur le montant total du produit des quatre contributions directes est très importante. Pour les patentes, par exemple, en 1914, sur 319 millions qui ont été perçus, 132 l'ont été au profit des départements et des communes. La proportion d'ailleurs est très variable suivant les départements. Dans un département surchargé de centimes comme le département de la Haute-Savoie qui a plus de 100 centimes additionnels, dont les communes sont en moyenne grevées de 150 à 200 centimes additionnels, la part qui revient à l'Etat est de beaucoup la plus faible. Elle est de 33 p. 100 sur le total des quatre contributions directes.

Vous savez ce qu'on entend par centimes additionnels. Par définition, c'est le centime qui est adjoint à chaque franc du montant des contributions directes que paye le contribuable à l'Etat. La valeur du centime additionnel pour une commune ou un département est la centième partie de la totalité de ce qui est perçu dans ce département ou cette commune au profit de l'Etat. Mais les centimes additionnels ne sont pas répartis d'une façon égale sur toutes les contributions. Il en est qui ne frappent qu'une ou deux de ces contributions: par exemple le centime pour la réfection du cadastre ne frappe que l'impôt sur la propriété foncière non bâtie; les 25 centimes que, chaque année, le Parlement autorise les départements à percevoir pour assurer l'équilibre de leur budget ordinaire, ne frappent que deux des contributions directes.

Pour comprendre l'œuvre de la commission, il faut se rappeler comment sont établis les principaux qui servent d'assiette aux centimes additionnels. Le système est tout à fait différent, s'il s'agit d'un impôt de répartition ou d'un impôt de quotité.

Quand il s'agit d'un impôt de répartition, le principal est fixé d'une façon invariable pour la durée d'un exercice: il est fixe. Chaque année, avant l'ouverture de la seconde session des conseils généraux, le Parlement détermine le contingent de chaque département pour les deux impôts de répartition qui subsistent aujourd'hui: la personnelle-mobilière et l'impôt sur les portes et fenêtres. Le conseil général répartit ce contingent fixe, invariable, entre les arrondissements; les conseils d'arrondissement le répartissent ou sont censés le répartir entre les communes. Enfin, les répartiteurs font le même travail pour les contribuables.

Mais ce principal n'est pas seulement invariable en pratique, pendant l'exercice pour lequel il est établi, il le reste encore pendant de nombreuses années, parce que, ordinairement, le Parlement ne change pas les contingents départementaux; il les laisse subsister pendant un long intervalle de temps.

D'autre part, les conseils généraux et d'arrondissement ne modifient pas non plus leur répartition. Seuls les répartiteurs font exception, en ce qui concerne la contribution personnelle-mobilière. Ils ont tendance à la considérer comme une sorte d'impôt sur le revenu sans le nom, et au lieu de le répartir d'après la valeur locative des locaux d'habitation, ils le répartissent d'après la richesse présumée des contribuables, qui varie fréquemment.

Il y a quelques années, le Gouvernement a transformé en impôt de quotité les deux impôts fonciers, mais il a laissé subsister comme principal, pour le calcul des centimes additionnels, un principal fictif qui n'est autre que l'ancien principal tel qu'il résultait du système de la répartition.

Je ne veux pas entrer dans des détails qui m'éloigneraient de mon sujet. Je ne veux pas expliquer comment, en 1914, alors que le Parlement transformait l'impôt sur la propriété non bâtie en impôt de quotité, il a procédé à la péréquation de l'impôt dans chaque département: il serait difficile d'ailleurs d'être clair dans cet exposé sans avoir à sa disposition un tableau noir et de la craie, comme on en peut juger par la lecture du rapport de l'honorable M. Aimond qui a été contraint, pour être compris, de se servir d'équations algébriques.

L'impôt des patentes, lui, est un impôt de quotité, c'est-à-dire un impôt dont le principal est variable. Il est fonction d'une variable indépendante qui est la matière imposable. Par suite, la courbe de ce principal suit les fluctuations de cette matière imposable, de ses changements qui sont très fréquents et qui proviennent des créations ou de la dispersion d'établissements industriels ou commerciaux.

Il résulte de ce fait deux conséquences importantes:

La première, c'est que la valeur du centime adjoint à ce principal évolue comme lui, puisque'il en est la centième partie.

La seconde, c'est que la diminution ou l'augmentation, que subit l'impôt d'un contribuable, n'a aucune répercussion sur les autres contribuables, tandis que dans l'impôt de répartition, toute augmentation ou diminution de l'impôt que paye un individu a pour conséquence une augmentation ou une diminution inverse pour les autres, puisque les communes ou les départements doivent verser à l'Etat une somme déterminée d'avance.

Ceci dit, j'en viens à la critique du texte de la commission. La commission ne m'en voudra pas de lui dire, — car elle le reconnaît elle-même — qu'elle n'a pas fait une œuvre d'esprit bien hardi, comme on aurait pu l'espérer d'elle, dans les circonstances difficiles où nous vivons.

Elle a élaboré un projet transactionnel qui ne donnera satisfaction ni aux partisans de l'impôt sur le revenu, ni à ceux qui n'en sont pas partisans. Son œuvre est une œuvre de façade plus que de réalité.

Et cela, parce qu'elle n'a pas voulu être logique avec elle-même, parce qu'elle n'a pas pris, pour déterminer la valeur réelle des bénéfices, la seule base vraie: la déclaration obligatoire et contrôlée. Elle s'en est rapportée au chiffre d'affaires, et, comme le rapport entre les bénéfices et le chiffre d'affaires est totalement différent, suivant qu'on envisage des industries ou des commerces différents et même des commerces semblables, suivant les lieux où ils sont situés, la commission est obligée de faire appel au système des contingents à ses inextricables difficultés.

M. Perchot, rapporteur. Voulez-vous, mon cher collègue, me permettre d'exprimer le regret que vous n'avez pas proposé à la commission d'amender notre texte, qu'

vous avez voté comme nous, si je ne me trompe ?

M. Goy. Non, pas ces articles-ci. En tout cas, je puis bien présenter quelques observations générales sur un titre tout à fait spécial, qu'on peut considérer, dans le système de la commission, comme étant en dehors des autres titres de la loi.

M. le rapporteur. Je n'y vois pas d'inconvénient, mais je tenais simplement à formuler cette remarque au passage.

M. Goy. Si j'envisage l'œuvre de la commission en ce qui concerne les finances départementales et communales, je trouve qu'elle a plutôt fait un pas en arrière qu'un pas en avant.

En effet, elle établit le principal qui servira de base aux centimes additionnels communaux et départementaux d'après la valeur locative des locaux d'habitation et de ceux affectés au commerce ou à l'industrie. Le Gouvernement avait été encore plus loin dans cette voie. Il basait ce principal exclusivement sur la valeur locative des locaux affectés au commerce et à l'industrie.

La commission n'a pas eu de peine à reconnaître qu'il était impossible de déterminer les bénéfices d'après la valeur locative des locaux professionnels, non seulement quand il s'agit de professions différentes, mais encore dans la même profession. Deux banquiers peuvent, avec des locaux professionnels semblables, toucher des bénéfices complètement différents; il en est de même de deux médecins. C'est pour cela que la commission a admis un autre déterminant, qui est la valeur locative de l'habitation, comme l'avait déjà fait le législateur de la patente.

Il est à présumer, en effet, que la valeur locative du logement sera quelque peu fonction des bénéfices que font les commerçants ou les industriels; mais c'est un indice bien incertain, sur lequel on ne peut rien baser de solide, c'est ce qu'avait compris le législateur de la patente lorsque, n'envisageant pas seulement la valeur locative de l'habitation et des locaux consacrés à l'industrie et au commerce, il avait établi, en sus du droit proportionnel, un droit fixe qui variait suivant la nature de la profession. Il est évident, en effet, qu'il y a des professions qui rapportent beaucoup plus que d'autres, relativement au chiffre d'affaires.

Un épicier qui vend pour 10,000 fr. de sucre a un gain bien inférieur à un marchand d'objets d'art qui vend pour 10,000 fr. de tableaux ou à un orfèvre qui vend pour 10,000 fr. d'argenterie.

La commission a compris la portée de l'objection que l'on faisait à son système, mais elle a dit qu'elle ne faisait qu'un projet d'attente, qu'elle était obligée de se hâter dans son œuvre, qu'il faudrait reprendre par la base tout ce qui concerne les centimes additionnels départementaux et communaux, et que, pour le moment, on devait surtout éviter un Goulevissement des finances départementales et communales en établissant un principal dont il était impossible de prévoir la valeur.

Cette objection eût été valable si le projet de loi que nous discutons tendait à transformer un impôt de répartition en un impôt de quotité; mais ce n'est pas le cas. La patente était déjà un impôt de quotité dont le principal, et par conséquent la valeur des centimes qui lui sont adjoints, variaient suivant les variations mêmes de la matière imposable. Et cela n'a jamais fait l'objet d'aucune critique, bien au contraire: les plus-values des centimes additionnels tiennent précisément en grande partie à ces fluctuations de la matière imposable et

du principal des contributions des pa-

tentés.
Cette objection a d'autant moins de valeur que ni le Gouvernement, ni la commission ne connaissent ce que sera le nouveau principal qu'ils nous proposent. Cela est tellement vrai que le Gouvernement et la commission, dans un article nouveau, nous demandent d'autoriser l'administration des finances à relever ce principal au cas où sa diminution entraînerait celle de la valeur des centimes départementaux et communaux. Dans ces conditions, puisque nous sommes en face de deux principaux, dont nous ne pouvons prévoir le rendement, pourquoi ne pas prendre celui qui représente davantage cet esprit de justice et d'équité que nous cherchons à établir dans la loi? Nous pourrions toujours lui appliquer cette disposition de l'article 40 bis, dont on vous demande l'application au principal qui nous est proposé, en cas de moins-value.

Il est une autre objection qui a été formulée ici même par M. le ministre des finances au cours de la discussion.

Il nous a dit: « Vous ne pouvez pas prendre le principal réel, parce que vous avez décidé que les industries et les commerces qui ont des établissements multiples payeraient l'impôt dans la commune, qui sera le siège de l'établissement principal. Il a cité le cas des chemins de fer qui, à l'heure actuelle, payent l'impôt de la patente dans chaque commune où elles ont une gare, et qui, avec la loi nouvelle, ne payeront l'impôt nouveau qu'à Paris, siège social des grandes compagnies.

M. Touron a fait remarquer avec justesse que, dans la plupart de ces cas, et en particulier pour les chemins de fer, on pourrait faire une ventilation en prenant, pour base des calculs, la contribution de chacun des établissements dans les bénéfices généraux et établir respectivement les centimes additionnels afférant à chaque commune ou à chaque département.

En tout cas, il me semble qu'on ne doit pas élaborer une loi en vue des cas particuliers, mais en vue des cas ordinaires, et, dans le cadre général une fois adopté, on fait rentrer les exceptions au moyen de dispositions exceptionnelles que, certainement, l'administration des finances aurait pu nous fournir.

Mais ce n'est pas surtout sur ce point que je désire attirer votre attention, c'est sur une disposition de cet article qui me paraît présenter un caractère plus grave, parce qu'elle souligne une injustice plus criante. J'ai dit tout à l'heure que la commission avait eu l'idée d'élargir le cadre de la patente et de faire entrer dans ce cadre certaines catégories de personnes, que j'ai désignées, qui jusqu'à présent avaient été exonérées de l'impôt.

C'est vrai, mais ce n'est vrai que pour l'impôt d'Etat. En ce qui concerne les départements et les communes, les catégories 2 et 3 ne contribueront en aucune façon aux charges des communes et des départements.

Ces deux catégories seront encore exonérées de l'impôt, et alors nous verrons des cas singuliers et peu édifiants. Dans des communes, chez moi, en Haute-Savoie, ce sera fréquent: il y aura des ingénieurs affectés à des établissements industriels importants, qui toucheront 15,000, 20,000 ou 30,000 francs peut-être comme traitement et qui ne participeront en aucune façon aux dépenses de la commune ou du département où ils résident, alors que le médecin, l'avocat, le notaire voisin, seront obligés, eux, d'en prendre leur part.

Ailleurs ce sera un grand exploitant agricole — je dis un grand exploitant, parce que vous n'avez voulu frapper que les gros

agriculteurs, et vous avez bien fait — ce sera un propriétaire ou un fermier gagnant 15,000 ou 20,000 fr., probablement conseiller municipal, peut-être maire ou conseiller général, qui ne participera pas pour un sou aux dépenses de la commune et du département qu'il administre.

Eh bien! il y a là une injustice criante. Je demande à la commission de vouloir bien la réparer, de mettre tous les contribuables sur le pied d'égalité. De deux choses l'une: ou vous avez eu raison ou vous avez eu tort de frapper de l'impôt les deux catégories que je viens d'indiquer, alors qu'elles ne l'étaient pas auparavant. Si vous avez eu raison, il faut les frapper toutes deux comme les autres; si vous avez eu tort, il faut les exonérer de l'impôt, aussi bien pour les dépenses départementales et communales que pour les autres. (*Très bien! très bien!*)

M. Hervey. C'est la seule manière d'asseoir les contributions départementales et communales.

M. Goy. Nous savons tous qu'au lendemain de la guerre, ce pays devra supporter des charges énormes, comme jamais peut-être un pays n'en aura de pareilles. Ces charges seront d'autant plus lourdes que notre puissance économique sera diminuée du fait même du déchet énorme, que l'on n'ose pas envisager, de notre capital humain. Ces charges, le pays ne les supportera sans murmurer qu'à la condition que vous les répartissiez d'une façon égale entre tous les contribuables et suivant les forces contributives de chacun d'entre eux.

Depuis longtemps la grande majorité du pays a réclamé l'impôt sur le revenu, parce qu'il le considérait comme un impôt de justice et comme un impôt d'équité, parce qu'il savait aussi que, dans les autres pays civilisés, cet impôt existe et qu'il y est parfois la principale source des revenus de l'Etat.

M. Fabien Cesbron. Ça n'est pas le cas en France!

M. Goy. Mais le pays a fait crédit au Parlement, car il savait que son œuvre serait très difficile, qu'il aurait à lutter contre des traditions et des habitudes anciennes, et, il faut bien le dire aussi, contre des égoïsmes particuliers et collectifs, qu'il aurait aussi à lutter contre la puissance de certains mots.

Vous savez la fortune qu'a eue une phrase jetée comme une arme de combat contre l'impôt sur le revenu, phrase cependant qui, examinée de près, n'a aucun sens.

Je demande à la commission et au Sénat de vouloir bien faire œuvre de justice.

Il faut que, quand nos soldats reviennent du front, quand nous nous inclinons devant eux, parce qu'ils auront assuré le triomphe de la justice et du droit, parce qu'ils auront sauvé ce pays et assuré son indépendance et sa liberté par leurs sacrifices, par leur sang versé, nous puissions leur dire, à notre tour, que nous, que notre âge a retenus loin des combats, nous nous sommes efforcés aussi, dans nos travaux, de faire œuvre de justice et d'équité. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. le président. MM. Mulac, Herriot, Limouzain-Laplanche, Martell, Genet et Servant proposent, par amendement, de substituer aux articles 30, 40, 41 et 42 le texte suivant:

« Jusqu'au vote d'une loi spéciale établissant des taxes nouvelles en remplacement des centimes départementaux et communaux qui frappent la contribution supprimée des patentes, les départements et les communes continueront à percevoir leurs

centimes sur des principaux fictifs établis conformément aux règles actuelles.»

La parole est à M. Mulac.

M. Mulac. Messieurs, la contribution des patentes est supprimée, et avec elle disparaissent les centimes départementaux et communaux. Il s'agit maintenant de les rétablir, il s'agit de donner de la sécurité aux budgets locaux, sans négliger les répercussions sur chaque catégorie de contribuables.

M. Henry Chéron. C'est très important.

M. Mulac. Je crois, en effet, que c'est important.

La commission a envisagé plusieurs systèmes. Elle en a écarté un, dont je ne dirai rien : elle a eu raison de le faire. Ce qui est venu à son esprit tout d'abord, c'est de maintenir l'ancien principal sous forme de principal fictif et de déterminer en conséquence les centimes départementaux et communaux.

D'objection sérieuse, il n'y en a pas. Ce n'est pas, du reste, une nouveauté. Lorsqu'on a transformé l'impôt de répartition sur la propriété bâtie en impôt de quotité, on a maintenu l'ancien principal. (Très bien!) Par conséquent, il ne s'agit que de continuer le procédé.

Et puis c'est une sécurité que de conserver le principal ancien.

Tout à l'heure je parlerai du système que nous avait proposé tout d'abord M. le rapporteur, et je montrerai au Sénat à quelles incertitudes, à quelles inégalités il aboutissait.

Enfin, un autre système a été envisagé par M. le rapporteur et par M. Touron. Il consistait à percevoir les centimes départementaux et communaux sur le nouveau principal établi sur les bénéfices de l'industrie et du commerce. C'était la solution juste, la solution simple; elle délivrerait d'abord M. le directeur général des contributions directes d'un ennui. Car il a fait valoir contre le premier système les travaux considérables que la constitution du dossier des patentes occasionnerait à ses services. Avec le système de M. Touron, vous étiez délivré de cette surcharge que je discuterai tout à l'heure.

On a objecté la globalisation qui, enlevant aux communes les ressources qui proviennent des établissements succursales, constituait un danger pour elles. Je ne crois pas que le danger qu'on a évoqué soit aussi considérable qu'on a voulu le dire, et j'estime au surplus qu'on pouvait, qu'on devait percevoir au lieu où chaque établissement se trouve, de manière à permettre aux départements et aux communes d'avoir sur toute la matière imposable les ressources sur lesquelles elles ont, dans un sentiment d'équité envers tous, le droit absolu de compter.

M. Touron a été battu : je n'ai pas à insister davantage.

Enfin M. le rapporteur, en terminant l'examen des divers systèmes auxquels on pouvait avoir recours, a traité peut-être avec un peu de dédain les départements et les communes.

Il a dit : « Il faut faire une distinction absolue entre le mode de procéder pour le recouvrement des impôts dus à l'Etat et les recouvrements dus aux départements et aux communes.

M. le rapporteur. Voulez-vous me permettre de vous interrompre?

M. Mulac. Volontiers.

M. le rapporteur. Je tiens, mon cher collègue, à dissiper le malentendu qu'il semble y avoir entre nous. Jamais il n'a été dans la pensée de la commission d'énvisager avec dédain, comme vous le dites,

la question des recettes des départements et des communes; cette question est très importante, et elle nous préoccupe beaucoup, je vous l'assure.

Elle nous préoccupe à ce point que nous n'avons pas cru possible de faire la réforme des impôts locaux en même temps que celle des impôts d'Etat. Nous ne vous apportons donc, en ce qui a trait au remplacement des centimes locaux additionnels à la patente, qu'un système provisoire et transitoire, nullement un système définitif.

Nous avons réservé pour plus tard la réforme définitive; c'est la meilleure preuve que la commission ne dédaigne pas les recettes des départements et des communes.

J'ajoute qu'il n'y a pas intérêt, suivant nous — bien au contraire — à maintenir une union étroite entre les impôts locaux et les impôts d'Etat.

Nous entrons dans une période où le rendement des taxes perçues au profit de l'Etat va subir des fluctuations considérables, notamment le rendement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, qui variera avec ses bénéfices eux-mêmes. Dans ces conditions, lier les impôts locaux, qui ont besoin d'une absolue fixité de rendement, aux impôts d'Etat sujets à d'importantes variations de produit, ne nous paraît pas d'une bonne politique financière. Mieux vaut, comme fait la commission, séparer les deux choses.

M. Servant. Alors vous défendez l'amendement!

M. Mulac. C'est ce qui a été réalisé par le rejet de l'amendement de M. Touron; il m'est bien permis de dire que c'était le système logique et sage qui devait frapper tous les esprits.

M. le rapporteur. Je vous répondrai tout à l'heure à cet égard.

M. Mulac. Vous avez parlé des fluctuations du principal revenant à l'Etat. Cela n'a rien à voir avec la perception des centimes départementaux et communaux. Il faut une certaine somme de recettes pour alimenter leurs budgets, et comme départements et communes auraient prélevé ce qui leur était nécessaire et rien de plus, les fluctuations importaient peu.

M. Hervey. On y arrivera.

M. Mulac. Il est absolument injuste de vouloir séparer le principe de la perception de l'Etat et des départements. Vous avez exploré le fonds et le tréfonds du revenu public pour en faire jaillir la matière imposable. Or, la matière imposable pour l'Etat ne peut être différente pour les départements et les communes. La nomenclature des impôts est déjà assez grande pour qu'on ne cherche pas à en ajouter de spéciales pour les budgets locaux.

Je maintiens absolument que les impôts locaux et les impôts d'Etat doivent être indissolublement liés et je vais même plus loin.

Combien de fois n'avons-nous pas constaté que la propriété immobilière était grevée outre mesure! Dernièrement, M. le ministre des finances s'en défendait. Mais il négligeait les centimes additionnels, qui s'élevaient à 200 et 300 p. 100. La terre subit un impôt de 25 p. 100 sur son revenu au minimum et beaucoup plus dans de nombreuses communes.

J'ai soutenu cette thèse au Palais-Bourbon, que si les centimes étaient appliqués à l'avenir sur les valeurs mobilières, on aurait dégrevé la terre de manière équitable.

Et alors, M. le rapporteur nous a proposé un système qui consiste à prendre comme base de l'impôt local la valeur locative des établissements industriels.

Je n'ai pas besoin de vous dire que vous allez créer, si vous adoptez ce système, un saut dans l'inconnu, saut qu'on peut mesurer.

Je me suis livré à une étude qui m'a conduit à constater que la ville de mon département, dont je suis maire, aurait perdu, avec le système de la commission, 9,700 fr. sur 70,000, tandis que le département, qui percevait 355,000 fr., en perdait 48,500.

Il y avait là, de quoi nous inquiéter. D'autant plus, que M. le rapporteur, aussi bien dans son rapport que dans son discours à la tribune, loia de calmer nos inquiétudes, nous a dit : « La solution que nous proposons entraînera certainement des modifications profondes dans les recettes d'un grand nombre de communes, et ce sont les plus importantes qui seront le plus touchées ». Je vais indiquer dans quelles proportions.

Dans une conversation que j'ai eue tout à l'heure avec M. le directeur général des contributions directes, je lui ai soumis à ce sujet différents chiffres que j'avais relevés. Et M. le directeur général m'a dit : « Il faudrait vérifier vos chiffres. »

Je le comprends très bien, monsieur le directeur général, mais, avant de nous présenter une autre solution, je me permets de vous dire que c'était aussi à vous de nous apporter quelques éléments. Vous étiez plus à même que moi de le faire.

Il n'est pas moins certain que les chiffres que je vous ai soumis ont été établis par le secrétaire général de la mairie, qui a quelques trente années de services et qui n'a pas pu commettre d'erreur.

M. le rapporteur, après avoir pris connaissance, je suppose, de mon amendement, a considéré qu'en effet le système proposé mettait les communes et les départements dans une situation qui pourrait devenir très précaire, et il a imaginé une autre formule qui permettrait aux départements et aux communes d'augmenter le nombre de leurs centimes jusqu'à ce qu'ils atteignent leurs recettes précédentes. Mais une autre question se pose : c'est celle des répercussions sur tel ou tel contribuable. Voici à ce sujet un tableau très suggestif que je vais faire passer sous vos yeux.

Je parle d'une ville de 40,00 habitants et j'affirme que ces chiffres, soigneusement vérifiés, sont exacts. L'opération n'est pas, du reste, très compliquée.

La succursale très achalandée d'une maison de charbons, qui paye actuellement 362 fr. 02 centimes à la commune où elle est établie, descendra, avec le système de la commission, à 124 fr. 67; elle sera donc dégrevée de 237 fr. 35, soit de 66 p. 100.

Une fabrique extrêmement importante occupant des locaux et ateliers d'une valeur locative de 28,140 fr., dont les actions de 500 fr. valent aujourd'hui 2,000 fr., descendra de 771 fr. 62 à 657 fr. 97. Le dégrèvement sera donc de 113 fr. 65, soit 15 p. 100.

Un boucher, fournisseur de l'armée, qui a réalisé une fortune depuis le début des hostilités, a payé à la commune en 1915, pour sa patente principale et les patentes supplémentaires, une somme de 1,138 fr. 43; avec le système proposé, il ne payera plus que 30 fr. 40, sur une simple valeur locative de 650 fr., au douzième, d'où une diminution de 1,108 fr. 03, soit 90 p. 100.

Je dois dire que la patente supplémentaire très considérable qu'il a payée en 1915 est due aux événements de la guerre; il a été fournisseur de l'armée, et, dans une année normale, il est clair que sa patente supplémentaire aurait été beaucoup moindre.

Mais il n'est pas moins vrai que, avec le système de la commission, toutes les patentes supplémentaires de fournisseurs des administrations publiques disparaissent et

par conséquent, nous retombons sur la simple valeur locative, qui est insignifiante dans la plupart des cas. Voyez mon boucher !

Mais il y a une contre-partie.

La cote d'un épicier occupant des locaux d'une valeur locative de 500 francs taxé à 12 p. 100 passe de 157 fr. 35, à 257 fr. 20, augmentation 99 fr. 85, soit 63 p. 100.

Un marchand de nouveautés ayant un local d'une valeur locative de 11,400 francs à 12 p. 100 payait 310 francs, il payerait 533 francs, augmentation 223 francs, soit 70 p. 100.

La cote d'un cafetier, basée sur une valeur locative de 4,000 francs était de 94 fr. 57, elle serait de 219 fr. 32, augmentation 124 fr. 75, soit 130 p. 100.

La cote d'un boucher, sur une valeur locative de 2,160 francs, à 12 p. 100, est de 54 fr. 96 : il payerait 161 fr. 01, augmentation de 46 fr. 05, soit 83 p. 100.

Parmi les petits patentés, un épicier de 7^e classe, valeur locative 500 fr., passe de 7 fr. 05 à 23 fr. 33 ; augmentation 16,33 soit 233 p. 100. Un mercier de la 4^e classe : valeur locative, 2,090 fr. passe de 53 fr. 85 à 97 fr. 74 ; augmentation 43 fr. 89, soit 80 p. 100.

Lorsque le contribuable ouvre sa feuille d'impôts, c'est toujours avec inquiétude ; mais s'il constate que son voisin paye autant que lui, son inquiétude disparaît. Quand il verra au contraire qu'avec le système de la commission, il est augmenté de 100 ou de 150 fr., alors que son voisin d'à côté, qui fait peut-être de meilleures affaires, est dégrèvé dans une proportion égale, ce qui fera une différence de 200 ou 300 fr., vous vous imaginez les récriminations et les colères qui se produiront !

M. Henry Chéron. Très bien !

M. Brager de La Ville-Moysan. C'est la condamnation du système proposé.

M. Mulac. Je crois — et l'orateur qui vient de descendre de la tribune l'a bien dit — que la réforme, en ce qui concerne les centimes départementaux, n'est pas suffisamment étudiée. Il y a des revenus qui doivent participer également aux dépenses des communes ; je vais les indiquer tout à l'heure.

Sans vouloir porter un jugement définitif sur la réforme proposée par la commission, j'affirme qu'elle n'est pas mûre et ne peut pas être mise en application dans les termes obscurs où elle est produite.

J'en arrive par suite à mon amendement, aux termes duquel, jusqu'à ce qu'une loi ultérieure soit intervenue pour déterminer le mode d'application des centimes départementaux et communaux, on continuera à prendre comme base le principal fictif actuel, comme on le fait pour le foncier bâti.

M. Brager de La Ville-Moysan. C'est ce qu'il y a de plus simple.

M. Mulac. J'indique cette solution qui n'est que provisoire. Elle ne peut évidemment pas durer toujours ; il faudra l'améliorer, y faire entrer les revenus assurés, liquides, importants, que M. Goy a signalés et dont les départements et les communes doivent bénéficier pour dégrèver les contribuables surchargés.

Encore une fois, la question n'est pas assez étudiée pour que le Sénat lance les communes et les départements dans une aventure financière.

J'ajoute qu'avec le système de la commission, il se produira certainement une insuffisance. Vous nous dites qu'on la comblera en augmentant les centimes locaux : c'est entendu. Pour les villes, il y aura l'octroi. Mais c'est là un impôt discuté, injuste même, vu qu'il ne frappe pas les

produits consommés suivant leur valeur, mais d'après leur volume ou leur poids.

Pour les départements, ce sera autre chose. Il faudra frapper les centimes ; mais sur quelle base ?

M. Cazeneuve. C'est dangereux.

M. Henry Chéron. C'est un saut dans l'inconnu.

M. Mulac. Ces centimes frapperont d'autres centimes.

Ils frapperont les propriétaires terriens, — naturellement — qui supportent déjà le principal foncier, auquel se superposent les centimes dans la proportion de 200 et 300 p. 100. Ces propriétaires supportent encore les impôts sur les revenus, sur les bénéfices agricoles. Ils auront donc à subir une augmentation pour parer aux insuffisances des départements.

On s'est plaint de voir désertir la terre. Je crois que c'est une question qui devrait attirer l'attention du fisc. (*Très bien ! très bien !*) Il ne s'agit pas seulement de faire des lois d'impôts, il faut en voir les répercussions économiques. A ce point de vue, vous allez placer la terre dans une situation telle que l'on désertera de plus en plus les champs pour aller chercher des emplois plus rémunérateurs dans les villes. (*Très bien !*)

Je supplie donc le Sénat de vouloir bien accepter mon amendement qui, je le répète, ne doit avoir qu'une application provisoire, jusqu'à ce qu'une étude plus approfondie nous ait permis de créer pour les centimes départementaux et communaux des taxes véritablement équitables qui ne mettent pas les départements et les communes dans ce très grand embarras que je vous ai signalé et qui résulterait nécessairement de l'adoption du texte de la commission. (*Très bien ! très bien ! et applaudissements.*)

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Messieurs, je n'essaierai pas de vous démontrer que la commission et le Gouvernement vous soumettent, pour le remplacement des centimes locaux additionnels à la contribution de la patente, un système qui soit à l'abri de tout reproche.

M. Brager de La Ville-Moysan. Vous auriez fort à faire.

M. le rapporteur. Je reconnais très volontiers que les critiques qui ont été formulées au cours de la discussion générale, et au moins pour partie celles qui viennent d'être apportées à cette tribune avec beaucoup de force et de précision par notre honorable collègue M. Mulac, sont justifiées. D'ailleurs, la commission elle-même n'avait pas manqué de faire ces critiques dès qu'elle avait été saisie des propositions du Gouvernement à ce sujet. Si, malgré tout, elle s'est ralliée au texte qu'elle vous présente aujourd'hui et qu'elle vous demande de voter, c'est qu'elle n'a pas trouvé mieux à vous proposer.

Car, messieurs, nous ne nous faisons aucune illusion sur la valeur de ce texte. Nous reconnaissons volontiers qu'il est imparfait. Si l'on nous proposait une solution meilleure, nous serions tout prêts à l'adopter. Seulement, nous n'en connaissons pas. Celles qu'on nous a offertes sont peut-être excellentes en théorie, mais, pratiquement, elles sont irréalisables.

M. Hervey. C'est à démontrer !

M. le rapporteur. Je vais essayer de le faire.

Examinons ces diverses solutions, si vous le voulez bien. L'une consiste à appliquer les

centimes locaux au principal des nouveaux impôts qui vont remplacer la patente. Evidemment c'est la seule manière de procéder qui soit logique, rationnelle. Nous aurions voulu pouvoir l'adopter. Mais pouvons-nous, pour la seule satisfaction de construire un édifice d'aspect harmonieux, nous désintéresser de son adaptation aux besoins qu'il est destiné à satisfaire ? Pouvons-nous risquer de porter la perturbation dans les finances locales en modifiant le principal sur lequel sont assises les centimes ? Sans doute, dans l'ensemble, le produit aurait été sensiblement le même ; mais, dans les départements, dans les communes, il y aurait eu des modifications considérables. Voici, par exemple, une commune ou fonctionnement quelques gros établissements industriels dont la patente représente un pourcentage élevé du bénéfice ; la substitution à cette patente d'un impôt sur les bénéfices mêmes va procurer à ces établissements un dégrèvement important. Si les centimes étaient assis sur ce nouveau principal, il en résulterait pour le budget communal un sérieux déficit. Comment serait-il comblé ?

M. Tournon. Alors, votre réforme va se traduire par une perte pour le Trésor ?

M. le rapporteur. Prenez patience, mon cher collègue, vous allez pouvoir tout à l'heure à cette tribune ajouter avec beaucoup d'éloquence vos arguments à ceux déjà développés par M. Mulac. Pour ma part, je serai bref.

Sans doute, on pourrait parvenir à combler le déficit en augmentant le nombre des centimes. Mais ce remède ne vaudrait que pour une année. L'année suivante, tout serait à recommencer ; il faudrait modifier de nouveau le nombre des centimes, l'augmenter ou le diminuer, suivant les circonstances. Le bénéfice industriel est, en effet, essentiellement variable. Telle entreprise qui est prospère aujourd'hui sera peut-être improductive l'an prochain et inversement. Entre tous les établissements industriels et commerciaux du pays, il s'établit des compensations qui assurent une stabilité relative au produit de l'impôt. Mais quand il s'agit des exploitations fonctionnant sur le territoire d'une commune ou d'un département, les variations de rendement sont infiniment plus sensibles. Or les budgets locaux ont un besoin absolu de fixité ; ils ne peuvent être à la merci de brusques fluctuations dans le produit des taxes qui les alimentent. C'est pourquoi il a fallu écarter la solution consistant à asséoir les centimes sur le principal des nouveaux impôts.

Il y en avait une autre qui pouvait être envisagée et que nous avons examinée ; c'est celle que vient de défendre devant vous M. Mulac : le maintien de la patente comme principal fictif pour l'assiette des centimes locaux. Elle aurait eu du moins l'avantage d'assurer cette fixité du produit qui est indispensable aux budgets des communes et des départements. Mais M. le ministre des finances et M. le directeur des contributions directes nous ont déclaré qu'il y avait une impossibilité matérielle, que les contrôleurs, déjà surchargés de travail et qui doivent faire face à l'établissement de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les bénéfices de guerre, ne pourraient encore, dans les circonstances présentes, s'occuper à la fois de l'assiette des nouveaux impôts cédulaires et de l'ancienne patente.

Dans ces conditions, nous ne pouvions que nous rabattre sur le troisième système, celui que nous vous proposons.

A défaut d'autres qualités, il a, du moins, celle d'être réalisable. Notre première rédaction présentait des lacunes et des défauts, qui ont motivé des critiques de la part de

certaines de nos collègues, au cours de la discussion générale. Nous avons donc, de nouveau, conféré avec M. le directeur des contributions directes. Nous nous sommes efforcés de combler les lacunes, de corriger les défauts. En tout cas, nous vous apportons aujourd'hui un texte qui tient compte, dans la mesure du possible, des objections formulées à cette tribune.

Quelles sont ces objections? On nous a dit: « Votre taxe sur les locaux ne comporte aucune exception; par conséquent, une masse de petits contribuables qui, autrefois, étaient exemptés ou qui bénéficiaient d'une taxe réduite, vont être surtaxés. »

Nous avons reconnu qu'il y avait là un sérieux inconvénient. L'addition que nous vous proposons au texte primitif de l'article 40 y remédie en permettant aux conseils municipaux d'exempter, en totalité ou en partie, de la taxe nouvelle les contribuables pour lesquels le principal fictif serait inférieur à une certaine somme, variant suivant la population de la localité. Donc pas de surcharge pour les petits contribuables.

Sans doute, c'est là une faculté nouvelle que nous donnons aux conseils municipaux; mais, comme il s'agit d'une taxe locale, il ne semble pas qu'il y ait là rien d'exorbitant. Quant à croire que nos assemblées communales n'useront pas avec discernement du nouveau droit que nous leur accordons, j'ai trop bonne opinion d'elles pour éprouver de pareilles craintes.

On a fait remarquer, d'autre part, que les bases de l'impôt étant changées, le produit, dans les communes et les départements, subirait des changements en plus ou en moins. Cet inconvénient disparaît dès lors que, par un article additionnel, nous permettons de majorer ou de réduire le nombre des centimes locaux applicables au nouveau principal. Durant la première année d'application de la loi, cette modification sera faite d'office par l'administration, de façon à assurer aux budgets des communes et des départements le produit qu'auraient donné les centimes additionnels à la patente. Par la suite, les conseils généraux et municipaux décideront s'il y a lieu de maintenir le nombre de centimes ainsi créés ou s'il convient de procéder à une modification du nombre des centimes applicables à l'ensemble des contributions.

Il ne subsiste donc qu'une seule objection: c'est celle qui est tirée de l'inégalité et de l'injustice inhérentes à une taxe sur les locaux professionnels. « Ce n'était pas la peine, nous dit-on, de supprimer la patente, pour la rétablir au profit des départements et des communes, sans les correctifs qui, dans la législation actuelle, en atténuent les inégalités. »

Je reconnais, messieurs, qu'il y a là une objection très forte. Nous pourrions répondre cependant que ces inégalités ne subsisteront que pour une partie des taxes frappant le commerce et l'industrie. Cette partie est aujourd'hui sensiblement égale au produit total; mais demain peut-être elle n'en représentera plus que le tiers. Si, en effet, on envisage un relèvement futur des taux — et comment ne pourrait-on pas l'envisager? — ce relèvement aura lieu à peu près exclusivement au profit de l'Etat. Les ressources des communes ne seront certainement augmentées que dans une faible mesure. Par conséquent, si nous laissons subsister des inégalités, du moins ne les multiplions-nous pas, comme il eût fallu le faire au cas où la patente aurait été maintenue. Car c'est bien le maintien de la patente que proposent nos contradicteurs, qui semblent déjà regretter que nous l'ayons supprimée en ce qui concerne l'Etat.

M. Mulac. Je n'ai jamais critiqué la suppression des patentes. J'ai dit qu'elle est

supprimée, que les centimes disparaissent et qu'il faut en établir de nouveaux qui soient justifiés aux yeux des contribuables. Je n'ai rien dit de plus.

M. le rapporteur. Alors, vous acceptez la suppression de la patente comme impôt d'Etat, mais vous en demandez le maintien comme taxe locale.

M. Mulac. A titre provisoire et comme on l'a fait pour la contribution foncière sur la propriété bâtie et non bâtie.

M. le rapporteur. La commission a vivement insisté auprès de l'administration et de M. le ministre des finances pour que les centimes locaux continuent provisoirement à être assis sur le principal de la patente, devenu principal fictif, pour que la patente soit maintenue comme taxe locale.

M. Touron. Votre système la maintient, mais retombée en enfance, comme j'ai eu l'honneur de vous le dire. (Rires.)

M. le rapporteur. Vous me répondrez, mon cher collègue, vous répondrez aussi au Gouvernement et, si les explications que ce dernier vous donnera ne vous suffisent pas, vous n'adopterez pas un système qui est le sien.

M. Hervey. Au fond, vous n'en serez pas très fâché.

M. le rapporteur. Pardon, je défends en toute conscience le texte adopté par la commission; je n'ai pas d'autre pensée, ni d'autre but.

Nous avons donc insisté auprès du Gouvernement pour le maintien du *statu quo* en ce qui concerne les centimes locaux. Il nous a répondu que ses contrôleurs étaient déjà surchargés de besogne par l'application de l'impôt général sur le revenu et de l'impôt sur les bénéfices de guerre, et qu'ils ne pourraient pas établir l'assiette des nouvelles taxes cédulaires d'Etat, tout en continuant à tenir à jour les rôles de la patente.

Devant cette nouvelle déclaration, nous ne pouvions que nous incliner. Nous pouvons décider du principe et du taux d'un impôt. Quant à savoir si l'administration est en mesure ou non de percevoir cet impôt, c'est une question qui dépasse notre compétence. Sur ce point, nous sommes obligés de nous en remettre aux déclarations du ministre des finances. Ainsi en a pensé la commission.

Un sénateur. Le Gouvernement est là pour faire exécuter la loi.

M. le rapporteur. Qu'arriverait-il, messieurs, si vous décidiez de passer outre aux objections du Gouvernement? Je dois attirer votre attention sur ce point. Dans l'impossibilité d'assurer la perception des impositions locales, il faudrait suspendre l'application de l'impôt d'Etat. (Mouvements divers.)

L'administration, appuyée par le ministre des finances, déclare, à raison ou à tort — c'est elle qui s'expliquera sur ce point — qu'elle ne pourrait appliquer le système qui a les préférences de certains de nos collègues et qui, je le répète, avait également celles de la commission.

Qu'est-ce à dire, sinon que la réforme que nous avons votée, en ce qui concerne l'impôt d'Etat, verrait son application suspendue et que la patente continuerait à être perçue, aussi bien pour l'Etat que pour les collectivités locales?

Nous aurions donc légiféré vainement; nous nous serions livrés à une manifestation stérile? Je ne peux pas croire que personne dans cette Assemblée veuille, par ce moyen détourné, faire échec à une réforme destinée à procurer des ressources

à l'Etat pour la couverture des dépenses de guerre. (Approbation.)

Messieurs, je le répète, nous ne considérons pas comme parfait le système que nous vous apportons; il devra être amendé, dès que les circonstances permettront une réforme d'ensemble des impositions locales. Ce n'est donc qu'une mesure transitoire; mais, à ce titre, elle est indispensable pour assurer l'application de la loi, et votre commission vous demande instamment de l'adopter. (Très bien! très bien! à gauche.)

M. Baudoin-Bugnet, directeur général des contributions directes, commissaire du Gouvernement. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le commissaire du Gouvernement.

M. le commissaire du Gouvernement. Par son amendement, l'honorable M. Mulac vous propose de décider que les départements et les communes continueront à percevoir leurs centimes sur un principal fictif, établi conformément aux règles actuelles.

Quelles sont donc les règles actuellement applicables pour l'établissement des principaux fictifs? Il n'y a de principaux fictifs, dans notre système fiscal actuel, que pour deux contributions: la contribution foncière des propriétés bâties et la contribution foncière des propriétés non bâties. Ces principaux fictifs ont été institués en 1890 et modifiés en 1914, avec le souci, précisément, d'éviter aux budgets départementaux et communaux le trouble qui serait résulté, pour eux, de la transformation des deux impôts fonciers en impôts de quotité.

Quelles sont les règles qui président actuellement à la détermination de ces principaux fictifs? Chaque année, le principal réel est révisé et modifié, soit en raison des mutations, soit en raison des constructions ou des démolitions. Puis, on déduit le principal fictif par une opération assez simple. On calcule enfin les centimes généraux sur le principal réel, les centimes locaux sur le principal fictif, et l'on répartit le total de l'impôt, au prorata des bases de cotisation individuelles.

Ce qu'il faut donc, même quand on établit un principal fictif, c'est d'arriver, chaque année, à la détermination complète et détaillée des bases de cotisation individuelles, suivant les règles propres à chaque impôt.

C'est la même règle qu'il nous faudrait suivre pour la patente; mais ici, le cas est tout à fait différent. Dans les deux impôts sur la propriété bâtie et sur la propriété non bâtie, nous continuons à percevoir un impôt d'Etat, tandis que, pour la patente, nous allons y substituer un impôt entièrement nouveau: la taxe sur les bénéfices commerciaux et industriels.

La patente ne présentera donc plus d'intérêt pour l'Etat; mais, en vue d'établir un principal fictif et de le tenir au courant des fluctuations de la matière imposable, il faudrait néanmoins continuer à réviser tous les ans toutes les cotes de patente.

C'est, en un mot, le maintien intégral de cette contribution, pour la seule assiette des centimes départementaux et locaux.

Or, actuellement l'établissement de la patente est de beaucoup la charge la plus considérable des agents des contributions directes, puisqu'il représente, pour les contrôleurs, entre le tiers et la moitié de leur travail total.

Il faut recenser les imposables, visiter les établissements industriels, faire, d'autre part, de multiples recherches dans les administrations, dans les compagnies de chemins de fer, etc.

Il faut ensuite examiner toutes les réclamations auxquelles donne lieu la patente, réclamations qui représentent près de la

moitié du total des réclamations et qui sont de beaucoup les plus complexes.

Et, à quel moment, nous propose-t-on de maintenir la patente? Au moment où nos agents ont à faire face à une tâche véritablement écrasante pour l'établissement de l'impôt général sur le revenu et de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre, tâche qui, demain, s'accroîtra encore considérablement, du fait des taxes que vous êtes en train de voter : taxe sur les bénéfices commerciaux et industriels, taxe sur les bénéfices agricoles, taxe sur les traitements et salaires, taxe sur les professions libérales.

M. Henry Chéron. Quel sera le travail des administrations départementales et communales, si l'on bouleverse leurs budgets?

M. le commissaire du Gouvernement. Le projet de loi contient tout ce qu'il faut pour que les budgets locaux ne soient pas troublés.

Vous savez aussi bien que moi les lourdes pertes subies par l'administration des contributions directes depuis le début de la guerre.

M. Fabien Cesbron. Prenez des mutilés!

M. le commissaire du Gouvernement. Le recrutement de nouveaux agents ne peut être immédiatement assuré, parce qu'il faut deux ou trois ans pour instruire et former des surnuméraires. Si, au moment où nous manquons de personnel et où celui qui reste à notre disposition est surchargé de travail — je le dis avec la pleine conscience de la responsabilité qui m'incombe — si vous voulez appliquer tout ce système d'impôts que vous venez de voter et maintenir en outre la patente, il nous sera absolument impossible de faire face à notre tâche et de l'exécuter autrement que d'une manière complètement défectueuse.

C'est pourquoi, messieurs, je vous demande de repousser l'amendement de M. Mulac.

M. Brager de La Ville-Moysan. Avec cet argument, il n'y a pas besoin de voter la loi en discussion.

M. Mulac. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Mulac.

M. Mulac. Messieurs, je veux répondre d'un mot à M. le rapporteur qui a paru défendre M. le directeur général des contributions directes comme la corde soutient le pendu. (*Sourires.*) M. le rapporteur a dit que si on avait proposé un bon système pour remplacer le sien, la commission l'aurait étudié et se le serait peut-être approprié. C'est l'aveu très net que le système de la commission est mauvais, puisqu'elle envisage l'éventualité de le remplacer par un autre, mais c'était à elle de nous apporter un texte qui se tint debout : elle ne l'a pas fait. Je suis bien obligé de combattre celui qu'elle nous propose, avec ses propres arguments.

J'arrive aux objections de M. le directeur auxquelles je m'attendais et que je vais discuter immédiatement.

Il nous a fait connaître d'abord que son personnel avait été très frappé par la guerre : je le sais. Tout le monde a été frappé par la guerre, les administrations départementales et communales, tous les citoyens.

Tout en rendant hommage à la valeur du personnel des contributions directes en temps de paix comme en temps de guerre, je conclus que ce n'est tout de même pas une raison pour nous proposer une solution plus que boiteuse et surtout qui frappe d'une façon inégale les contribuables. (*Très bien! très bien!*) C'est l'argument décisif. Vous allégez, monsieur le directeur, que

le travail pour l'établissement de la patente est considérable. Il est vrai que je n'ai pas votre compétence; mais j'ai une vingtaine d'années de fonctions de maire d'une ville de 40,000 habitants et je suis un peu associé aux travaux des contributions directes. Mes services les aident dans la confection des rôles. Bref je sais comment cela se passe.

D'abord, le rôle des patentes existe, il s'agit seulement de le tenir à jour.

M. Belhomme. Celui-là n'est pas à créer!

M. Mulac. Tous les ans, le contrôleur des contributions directes passe dans la ville et y fait le recensement des contribuables, aussi bien au point de vue de la personnelle-mobilière qu'au point de vue des patentes. C'est une double opération qui se mène de front.

Le travail ne me paraît donc pas si énorme. Le plus important est dans l'établissement des patentes supplémentaires portant sur les fournisseurs des administrations publiques : le reste me paraît négligeable.

M. Léon Barbier. Il est fait d'avance avec les 25 centimes d'impôt supplémentaire de patente par 100 fr. que doivent payer les fournisseurs de l'Etat.

M. Mulac. Il y a évidemment à suivre avec attention les fournitures faites par chacun et il est d'autant plus utile de maintenir mon système que j'ai démontré tout à l'heure que certains fournisseurs des administrations publiques allaient retomber de 1,000 fr. de patente à 34 fr.

Mais, dans l'ensemble, je vous supprime du travail par mon amendement, celui de l'établissement des nouveaux rôles relatifs à l'impôt frappant la valeur locative. (*Très bien! très bien! sur divers banc.*) Vous le dites négligeable; si nous vous l'eussions proposé, vous l'auriez trouvé exorbitant. (*Sourires.*)

Voilà un travail qui aurait été à faire à nouveau et qui est supprimé. De sorte que si on met en balance les deux travaux envisagés je n'y vois qu'une différence peu appréciable.

Permettez-moi encore de reprendre un argument qui a été déjà produit à cette tribune. Vous apportez un bouleversement considérable dans le régime des centimes communaux et départementaux; c'est vous qui causez cette perturbation; c'est à vous qu'il appartient d'y pourvoir, d'empêcher qu'elle n'ait les conséquences que je démontrerais tout à l'heure. Ce n'est pas notre rôle à nous; nous n'avons pas demandé nous, départements et communes, la modification de la patente, c'est vous qui l'avez obtenue du Parlement. Vous avez créé une situation : soit; mais améliorez-la pour donner aux départements, aux communes, et aux contribuables une situation équivalente à celle qu'ils avaient précédemment. (*Applaudissements.*)

Je crois, messieurs, avoir répondu à l'objection principale, à la seule objection, dirai-je, de la commission. (*Très bien! très bien!*) Car, M. le rapporteur en conviendra, il l'a dit lui-même, il n'est pas en mesure de se rendre compte du surcroît de travail de l'administration des contributions directes.

M. le rapporteur. Je n'ai pas cette prétention. Vous pouvez l'apprécier. Moi, je ne le puis pas.

M. Mulac. Dans tous les cas, vous n'avez aucune objection de principe à faire à mon amendement.

Messieurs, je le répète, ce n'est que du provisoire que je vous demande de voter pour respecter la stabilité des budgets départementaux et communaux d'abord et

ensuite pour permettre ultérieurement — et je ne serai pas le dernier à le demander — que toutes les sources de revenus qui ne sont pas comprises dans le projet de la commission soient appelées à participer aux dépenses communales et départementales. (*Nouvelle approbation.*)

M. Henry Chéron. Voilà à quoi il faut arriver.

M. Mulac. Ce n'est donc pas pour une période indéterminée que je vous demande le maintien du principal fictif, c'est pour une période que je voudrais voir raccourcir le plus possible, et je ne serai pas le dernier à vous aider dans cette transformation. (*Vifs applaudissements. — L'orateur, en regagnant sa place, est félicité par ses collègues.*)

M. le commissaire du Gouvernement. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le commissaire du Gouvernement.

M. le commissaire du Gouvernement. Messieurs, permettez-moi de répondre en quelques mots aux arguments que vient de présenter l'honorable M. Mulac.

Il n'y a aucune comparaison possible entre le travail nécessaire à l'établissement de la taxe qui vous est proposée et celui qui est indispensable pour l'établissement de la patente. Ce dernier comporte, en effet, l'application de tarifs compliqués à des éléments de taxations très divers, tandis que le premier ne consiste que dans l'emploi d'un nombre restreint de coefficients applicables à des valeurs locatives servant déjà de bases à la contribution foncière des propriétés bâties et qu'il est facile de constater. Dans les grandes villes, l'assiette de la contribution des patentes exige un travail de plusieurs mois chaque année et même dans les contrôles ne comprenant que des communes rurales, elle est bien loin de constituer une opération négligeable.

M. Mulac a dit encore que nous allions bouleverser les budgets départementaux et communaux; je répondrai que, grâce aux précautions prises par la commission, ces budgets ne seront en aucune façon troublés puisque les départements et les communes sont assurés d'un produit équivalent à la part de la contribution des patentes qui aurait été perçue à leur profit.

Reste la modification des cotisations individuelles.

Ici, l'honorable M. Mulac me permettra de lui dire qu'il est actuellement impossible de citer des chiffres précis. Le montant des cotisations nouvelles dépendra, en effet, des modifications que subira la quotité des centimes départementaux et communaux, ainsi que des exemptions que les conseils municipaux décideront d'accorder par application de l'article 41 du projet. Par conséquent, les chiffres que M. Mulac a cités, tout en ayant été établis, j'en suis sûr, avec un soin extrême, ne répondent probablement pas à la réalité.

M. Touron. Ce qui prouve que vous êtes dans l'inconnu.

M. le commissaire du Gouvernement. Nous ne sommes pas du moins dans l'inconnu en ce qui concerne les budgets départementaux et communaux, puisqu'une disposition du projet les garantit, pour la première année, contre toute répercussion qui en compromettrait l'équilibre.

M. Léon Barbier. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Barbier.

M. Léon Barbier. Il n'est pas niable que les municipalités sont extrêmement émuees

des modifications qui vont être apportées à leurs budgets.

M. Henry Chéron. Et il y a de quoi !

M. Léon Barbier. Pouvez-vous nous affirmer, monsieur le directeur, que les nouvelles taxes envisagées apporteront en toute assurance aux communes et aux départements une somme au moins égale à celle que produit actuellement la perception des centimes communaux et départementaux applicables à la patente ?

Vous nous répondez, je le sais, qu'en cas d'insuffisance — ce qui montre bien votre incertitude sur le produit de cet impôt nouveau — vous appliquerez un nombre de centimes supplémentaires nécessaires à l'équilibre de la recette. Sur quoi portera cette augmentation de centimes ? sur une matière imposable nouvelle dont vous ne pouvez garantir dès maintenant l'importance, et ceux qui auront à supporter cette charge dans chaque commune, en raison des modifications profondes des situations commerciales qui seront la conséquence de la guerre, ceux-là seront d'autant plus chargés qu'ils seront restés moins nombreux dans la commune où ils sont établis, puisqu'ils supporteront seuls un nombre de centimes suffisant pour obtenir le même montant d'impôt que la commune percevait à cette heure.

Il résulte de cette formule que si dans une commune, ce qui peut arriver, la moitié ou les deux tiers des patentés ont disparu du fait de la guerre, l'ensemble des centimes communaux et départementaux que ces patentés payaient, sera mis à la charge de ceux qui restent, doublant ainsi ou triplant leurs charges antérieures. Or, n'oubliez pas que, dans nombre de communes, les centimes communaux des patentés entrent pour plus d'un tiers dans le montant total des centimes incorporés dans le budget de ces communes.

Et pourquoi nous demandez-vous de voter cette forme nouvelle d'impôt ? C'est parce que, nous dites-vous, l'établissement de ce principal fictif, qui constitue en ce moment l'impôt des patentés en principal et en droit proportionnel constitue un travail écrasant pour votre personnel qui ne pourra y suffire.

En ce qui concerne l'établissement de ce principal, il existe en ce moment ; le travail dont vous parlez ne consistera que dans les modifications à apporter dans la situation commerciale de certaines maisons et ayant une répercussion sur leur patente actuelle soit en principal, soit surtout en droit proportionnel. Vous reconnaîtrez que le nombre en sera assez restreint.

Quant à ce qui concerne le temps à passer par votre personnel pour vérifier la situation de chaque patenté, est-ce que, comme vient de le dire M. Mulac, vous n'avez pas un recensement que vous faites pour le foncier en même temps que pour la modification annuelle des patentes ? Car, enfin, les patentes existent, et si nous les maintenons, à titre provisoire, bien entendu, vous n'aurez pendant la durée de ce maintien qu'à continuer les vérifications que vous faites jusqu'ici tous les ans.

Messieurs, mes collègues de la Seine, dont je me fais l'interprète, et moi-même avons été à même de nous rendre compte de l'émotion de nombre de nos municipalités placées en face de cette incertitude de recettes à l'heure où elles sont le plus nécessaires.

Il ne faut pas croire pourtant que ceux qui aujourd'hui considèrent comme leur devoir d'envisager la stabilité indispensable pendant la guerre de nos budgets communaux et départementaux et considèrent comme nécessaire le maintien provisoire de la patente comme principal fictif servant

de base à l'établissement des centimes, emploient ainsi un moyen détourné pour faire échouer la loi. Personne ici n'a une pareille arrière pensée,

Mais laissez-moi vous dire qu'en adoptant la proposition de notre collègue M. Mulac, il y a là une sécurité budgétaire que nous avons le devoir d'assurer pour le budget communal et départemental.

Vous le savez tous messieurs, comme conséquence de la guerre les maires et les municipalités ont eu à faire face à des charges nouvelles écrasantes, en dehors du dévouement personnel de chacun auquel nous ne saurons assez rendre hommage. Ceux-là n'ont pas hésité, en face des besoins nouveaux auxquels ils étaient invités à faire face, en présence de la misère aggravée par un état de guerre dont la durée ne pouvait être prévue, à engager l'avenir pour apporter les soulagements indispensables à leurs concitoyens, sans même pouvoir établir à l'avance les recettes correspondantes, escomptant des subventions de diverses natures, soit des pouvoirs publics, soit des concours individuels ; et c'est après qu'elles ont engagé ces dépenses nécessaires, dépenses à envisager encore pendant un temps dont personne ne peut fixer la limite, que nous viendrons jeter le trouble dans la partie de nos budgets communaux, à l'heure où il serait si nécessaire, au contraire, d'en assurer l'importance et même de la voir s'accroître.

Voilà, messieurs, pourquoi nous vous demandons de voter l'amendement de M. Mulac. Conserver à nos communes l'assurance d'un budget sur lequel elles puissent compter, ce sera déjà reconnaître les services rendus par nos municipalités. Nous le ferons à titre provisoire, bien entendu. Après la guerre, nous pourrions mesurer plus exactement l'importance des charges de remplacement dont nos communes auront alors besoin, mais jusque-là, messieurs, ne troubions pas leur effort admirable : ce sera calmer leur émotion légitime que de leur montrer le souci du Sénat de leur conserver au moins les ressources sur lesquelles elles ont compté jusqu'ici et de ne pas les jeter dans l'inconnu. (Très bien ! très bien ! et applaudissements.)

M. le commissaire du Gouvernement. Les communes sont absolument sères de conserver leurs produits actuels.

M. Touron. Ce n'est pas écrit !

M. le commissaire du Gouvernement. D'une part, en effet, nous avons établi nos coefficients de telle sorte que, dans l'ensemble, les communes retrouvent l'équivalent de la patente. En outre, les dispositions que nous avons ajoutées permettent à l'administration de faire subir, la première année, au nombre des centimes les modifications nécessaires pour que les budgets ne soient en aucune façon touchés, nous sommes sûrs que les communes et les départements percevront les mêmes ressources.

M. Henry Chéron. C'est l'administration qui va voter les centimes ?

M. Boivin-Champeaux. C'est l'administration qui va faire les budgets ?

M. le commissaire du Gouvernement. Nous avons proposé cette mesure pour répondre à une objection qui nous était faite en ces termes :

« Dans quelle situation se trouveront les communes lorsqu'elles établiront leurs budgets, en mai 1917, pour l'année 1918 ? A ce moment, elles ne connaîtront pas le résultat de votre recensement. »

C'est alors que nous avons proposé de donner à l'administration, pour la première année, le droit de procéder d'office. A partir

de la seconde année d'application, les conseils généraux et municipaux auront tous les éléments pour apprécier la situation et prendre les mesures qu'ils jugeront convenables.

M. Henry Chéron. C'est invraisemblable !

M. Paul Strauss. C'est inacceptable !

M. Paul Doumer. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Doumer.

M. Paul Doumer. Je voudrais, messieurs, poser une question à M. le ministre des finances.

La commission ne s'est ralliée aux dispositions présentées par le Gouvernement et qui vous sont soumises actuellement, qu'après avoir examiné la solution qui paraissait la plus naturelle, parce qu'il s'agissait d'une mesure transitoire : elle consistait dans l'établissement de taxes locales, basées sur le principal fictif de la patente. (Adhésion.) Dans la plupart des propositions d'impôt sur les revenus on avait procédé ainsi.

C'est seulement en présence de la résistance de M. le directeur général des contributions directes et de l'affirmation qu'il nous a apportée de l'impossibilité d'ajouter, au travail dont ses services sont chargés, l'établissement du principal fictif pour les années qui allaient suivre, que nous avons écarté ce système.

Aujourd'hui que nous n'avons plus la prétention, que nous avons eue un moment, de pouvoir faire appliquer la loi au mois de janvier prochain, je pose à M. le ministre des finances la question suivante : Est-il tout à fait impossible de faire établir par l'administration le chiffre du principal fictif qui servirait de base à l'établissement des taxes communales et départementales, ce qui constituerait la solution transitoire la plus pratique, jusqu'au moment où nous statuerons sur la revision des taxes locales ? (Très bien ! très bien !)

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre. Nous avons proposé, messieurs, des dispositions tendant au remplacement des centimes départementaux et communaux additionnels à la contribution des patentes, parce que nous avons l'espoir d'appliquer la réforme dès le 1^{er} janvier 1917. Il nous faut y renoncer aujourd'hui. Le Sénat a cependant fait diligence, et je le remercie, ainsi que sa commission, du concours prêté au Gouvernement.

Vous savez pourquoi nous désirions une décision rapide ? Le Gouvernement estime que les impôts cédulaires doivent être augmentés en même temps que l'impôt général sur le revenu. Si l'on veut des résultats positifs, tangibles, il ne faut pas viser uniquement ce dernier impôt, car s'il est équitable, s'il assure l'équilibre des charges, entre les contribuables, il ne peut fournir, même avec des taux élevés, un produit comparable à celui que l'on peut attendre des cédules.

J'étais donc très désireux d'obtenir le vote de la réforme complète du système des impôts directs, afin de pouvoir prendre une responsabilité devant la Chambre et lui demander l'augmentation des impôts cédulaires.

Ce désir ne se réalisera pas pour l'année prochaine. Je suis complètement d'accord, aujourd'hui, avec la commission du budget de la Chambre sur l'incorporation, à la loi des douzièmes provisoires, d'un ensemble de dispositions fiscales. Je demanderai au Sénat — qui ne me le refusera pas, je l'espère — de voter cet ensemble de disposi-

tions, et nous réserverons la question des impôts cédulaires.

Nous avons donc devant nous une année pendant laquelle la patente, subsistant pour l'Etat, subsistera aussi pour les communes. La question est maintenant de savoir si l'on pourra, au cours de cette année, trouver un système supérieur à celui que l'administration propose et qui a évidemment ses défauts. Nous n'avons peut-être pas fait les sondages nécessaires...

M. Brager de La Ville-Moysan. Cela se voit !

M. le ministre. La question, je le répète, est de savoir si l'on pourra trouver, au cours de cette année, un meilleur système.

M. le directeur général avait raison, tout à l'heure, de parler avec une énergie que je comprends ; car il a une responsabilité extrêmement lourde, celle de veiller à la productivité de l'impôt. En ce moment, il peut vous dire qu'il doit assurer l'application de la contribution sur les bénéfices de guerre, dont le produit sera autrement considérable que celui des patentes ; il peut ajouter que tout instant pendant lequel son service est distrait de ce travail entraîne une perte pour le Trésor.

Un accord pourra-t-il se faire, au cours de l'année, au sujet du remplacement des centimes locaux ? J'ai malheureusement des doutes à cet égard, et, si la loi nécessaire à cet effet n'est pas votée dans le cours de l'année 1917, on se trouvera, en 1918, dans une situation très difficile, parce qu'il faudra faire marcher de pair l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et la patente qui restera la base des centimes départementaux et communaux.

Le Sénat appréciera. S'il croit que nous pouvons mener à bien cette réforme dans le cours d'une année, je ne me refuse pas à le tenter.

M. Paul Strauss. Il est indispensable de le tenter.

M. le ministre. Nous le tenterons, monsieur Strauss, d'autant plus, je vais l'ajouter, en élargissant un peu la question, que, quoi que nous décidions, nous faisons du provisoire en ce qui concerne les centimes départementaux et communaux.

Le problème se pose dès aujourd'hui : les budgets départementaux et communaux vont se trouver partout en déficit après la guerre. Il faudra remanier l'ensemble des impositions locales.

J'ai toujours regretté que les finances municipales et départementales fussent liées aussi étroitement, aussi indissolublement aux finances de l'Etat ; qu'il n'y eût pas plus de liberté, de souplesse (*Très bien ! très bien !*), dans le système des impôts communaux, et je chercherai une solution dans ce sens. (*Vive approbation.*)

Je crois, en tous cas, que nous ne pourrions pas toujours conserver le système des centimes ajoutés aux quatre contributions : cela est impossible. Il faudra donner même, aux communes, une part dans les contributions indirectes.

M. Paul Strauss. Comme en Belgique.

M. le ministre. Ce n'est pas là une pure théorie de ma part, puisque j'ai déposé à la Chambre un projet dans lequel j'avais fait aux communes une part dans le produit de l'impôt sur l'alcool. (*Assentiment.*)

Il y a quelque chose à faire dans cette voie ; si vous le voulez, nous allons réserver la question ; mais il sera bien entendu que, si nous acceptons l'amendement de M. Mulac, ce sera dans les termes où il l'a dit, à titre essentiellement, entièrement provisoire. (*Approbation.*)

Nous prenons tous l'engagement de faire

aboutir, dans le cours de l'année, la réforme, qui est urgente. (*Très bien !*)

Si tel est le sens que le Sénat donne à l'amendement, le Gouvernement l'accepte. (*Vifs applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Messieurs, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le dire tout à l'heure, c'est seulement sur les instances du Gouvernement que la commission...

M. Tournon. Faites comme lui, repliez-vous sur des positions préparées d'avance ! (*Rires.*)

M. le rapporteur. Laissez-moi le soin de le faire moi-même, mon cher collègue. (*Nouveaux rires.*) C'est devant l'affirmation d'une impossibilité matérielle d'application et, par conséquent, devant un risque d'ajournement de la réforme de l'impôt d'Etat, que la commission, à la majorité, avait accepté le système auquel M. le ministre des finances vient de dire qu'il ne tenait plus. Dans ces conditions, nous n'avons qu'à revenir à notre idée primitive et à nous rallier à l'amendement de M. Mulac. (*Applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

M. le président. Si personne ne demande la parole, je vais consulter le Sénat sur l'amendement de M. Mulac.

(Le Sénat a adopté.)

M. le président. L'amendement de M. Mulac s'appliquant à plusieurs articles du texte de la commission, je prie la commission de me faire connaître quel article elle entend mettre en délibération maintenant.

M. le rapporteur. La commission prie le Gouvernement de donner son avis sur la répercussion de l'amendement de M. Mulac.

M. le ministre. Le texte de M. Mulac est complet, puisqu'il maintient le mot « provisoirement ».

M. le président. Dans ces conditions, je rappelle au Sénat que les articles 15 et 16 (anciens 16 et 17) ont été précédemment réservés, en raison de l'absence de M. Lintilhac.

La commission en propose-t-elle la discussion ?

M. le rapporteur. Oui, monsieur le président.

M. le ministre. Parfaitement !

M. le président. Je donne lecture de l'article 15 (ancien 16) :

« Le bénéfice provenant de l'exploitation agricole d'une propriété est considéré, pour l'assiette de l'impôt, comme égal au revenu net servant de base à l'impôt foncier afférent aux terres exploitées.

« Toutefois, si le bénéfice réel de l'exploitation pendant l'année antérieure à celle de l'imposition n'a pas atteint le chiffre pris pour base d'imposition, l'exploitant peut, en apportant les justifications nécessaires, obtenir une réduction proportionnelle de l'impôt, par voie de réclamation après l'établissement du rôle. »

Sur cet article, plusieurs amendements ont été déposés.

M. Lintilhac propose de rédiger comme suit le premier alinéa :

« Le bénéfice provenant de l'exploitation agricole d'une propriété est considéré, pour l'assiette de l'impôt, comme égal :

« A la moitié de la valeur locative réelle de ladite propriété, pour la fraction de cette valeur locative n'excédant pas 5,000 fr. ;

« Aux deux tiers de cette valeur locative pour la fraction excédant 5,000 fr. »

M. le rapporteur. La commission, d'ac-

cord avec le Gouvernement, demande au Sénat de repousser l'amendement.

M. le président. Si l'amendement n'est pas appuyé, je ne puis le mettre aux voix.

M. Tournon. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Tournon.

M. Tournon. Messieurs, je n'avais pas l'intention de prendre part à la discussion de l'article 16, mais le Sénat me permettra de lui faire observer que, avec le texte qui vous est présenté par la commission, comme, d'ailleurs, avec le texte de l'amendement de M. Lintilhac, le Sénat va, s'il adopte l'un de ces textes, se trouver en présence de deux lois, nées presque en même temps, qui seront en discordance absolue. En effet, dans son texte la commission écrit ceci :

« Le bénéfice provenant de l'exploitation agricole d'une propriété est considéré, pour l'assiette de l'impôt, comme égal au revenu net servant de base à l'impôt foncier afférent aux terres exploitées. »

Or, dans la loi du 15 juillet 1914 établissant l'impôt complémentaire sur le revenu, l'article 19 est ainsi conçu :

« L'imposition du contribuable taxé d'office est valablement établie par l'administration d'après les éléments définis à l'article 17 après qu'il a été invité à être entendu sans que, à défaut d'éléments certains, le revenu imposable puisse dépasser : pour les bénéfices agricoles une somme égale à la moitié de la valeur locative de la terre exploitée. »

Je demande donc à la commission si c'est la loi de 1914 qui dit vrai en estimant le revenu de la terre à la moitié de la valeur locative, ou si c'est son texte actuel, qui l'estime à la totalité de cette même valeur locative.

Si vous votez le texte de la commission, il est évident que vous ne pourrez pas laisser subsister cette discordance et que vous serez amenés, pour l'impôt complémentaire, à relever de moitié, pour la terre, la base de l'impôt, c'est-à-dire l'impôt lui-même. (*Très bien ! très bien !*)

M. Paul Doumer. Il est bien inférieur à la moitié pour la plupart des propriétés.

M. Tournon. Raison de plus pour ne pas suivre la commission ! Mais laissez-moi, mon cher collègue, bien que vous fassiez partie de la commission, poser la question à M. le rapporteur.

Voilà donc une première objection que je fais au texte. Je ne pense pas qu'un parlement puisse, à quelques mois d'intervalle, se déjuger de la sorte et je demande au Sénat de mettre les deux lois en concordance. (*Très bien ! très bien !*)

Or, il y a pour cela deux moyens : ou bien confirmer aujourd'hui l'évaluation à laquelle vous vous êtes arrêtés en 1914, ou prendre pour base la totalité de la valeur locative et rectifier la loi de 1914 en imposant à l'agriculture une charge nouvelle.

L'adoption de l'amendement de M. Lintilhac dans son intégralité ne serait pas une solution, puisque notre honorable collègue estime le bénéfice agricole, non pas à la moitié, non pas à la totalité, mais aux deux tiers de la valeur locative.

M. Grosjean. Dans certains cas !

M. Tournon. La discordance subsisterait aussi bien avec les deux tiers qu'avec la totalité.

Je pose la question : « Quel est l'avis de la commission ? Est-ce la moitié ou la totalité ? »

Mais il y a une divergence plus grave encore entre l'amendement de M. Lintilhac et le texte de la commission, que l'auteur

de l'amendement n'a peut-être pas aperçue. Je regrette qu'il ne soit pas là, je suis certain que nous nous serions mis d'accord, et je soutiens, d'ailleurs, la même thèse que lui.

M. Lintilhac a écrit : « ...les deux tiers de la valeur locative réelle de ladite propriété... » Mais alors, ce serait la valeur locative de la propriété bâtie et de la propriété non bâtie, tandis que, dans l'article de la loi de 1914, comme dans le texte de la commission, on ne vise que la valeur locative des terres exploitées. (*Très bien ! très bien !*)

Je demande au Sénat de ne pas se prononcer sans avoir élucidé cette question. Nous ne pouvons pas légiférer à la hâte sur un pareil sujet ni arrêter des textes qui ne diront même pas ce que l'on voulait leur faire dire. (*Nouvelle approbation.*) La valeur locative de la propriété, c'est la valeur de la ferme, terres et bâtiments compris ; la valeur locative des terres exploitées, c'est la rente du sol. Ce n'est pas précisément la même chose. (*Très bien ! très bien !*)

M. le ministre. C'est notre texte.

M. Touron. C'est entendu.

M. le ministre. Notre texte vaut bien mieux.

M. Touron. Sur ce point, il vaut beaucoup mieux, j'en conviens, et j'aurais demandé à M. Lintilhac de vouloir bien rectifier cette partie de son amendement.

Mais, en ce qui concerne l'évaluation des terres exploitées, je dis qu'il est nécessaire de mettre les lois en concordance, et j'appelle l'attention du Sénat sur la gravité du vote qu'il va émettre.

S'il suit sa commission, il n'en résultera pas seulement un impôt de plus sur les bénéfices agricoles, c'est-à-dire sur la terre, qui aboutira, en somme, si on fait les calculs, à reprendre à celle-ci ce que vous lui avez rendu lorsque vous avez fait le dégrèvement de la propriété bâtie, mais à cette reprise s'ajoutera la rectification que vous serez obligés de faire dans la loi de 1914, autrement dit, une nouvelle augmentation de 100 p. 100 de l'impôt complémentaire. (*Nouvelles marques d'approbation.*)

Je crois que, dans ces conditions, un autre texte s'impose. Je m'excuse de ne pas l'avoir apporté, mais, ayant entendu dire que, M. Lintilhac étant absent, on ne discuterait pas les bénéfices agricoles, je ne pensais pas avoir à parler.

Je ne puis donc que demander au Sénat de vouloir bien renvoyer l'article à la commission. En tout état de cause, je prie M. le rapporteur de nous expliquer comment il fera pour mettre en concordance la loi qu'il nous propose et la loi de 1914. (*Très bien ! très bien !*)

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre. L'impôt sur les bénéfices agricoles a donné lieu à beaucoup de discussions. La terre était, avant la dernière évaluation générale, très inégalement frappée, dans notre pays, par l'impôt foncier.

Nous avons, au moyen d'un dégrèvement considérable, opéré à la veille de la guerre, rétabli l'égalité entre tous les propriétaires.

Je sais bien que l'impôt foncier est malheureusement surchargé par des centimes additionnels considérables dans un certain nombre de départements et de communes.

Je ne crois pas, néanmoins, qu'on puisse équitablement, dans une réforme générale des impôts, comme celle à laquelle nous procédons, et alors que nous voulons atteindre tous les revenus qui ont jusqu'à ce

jour échappé à la taxation, négliger absolument les bénéfices agricoles, qui, notez-le bien, ne se confondent pas avec la rente du sol, frappée par la contribution foncière.

En d'autres pays, en Alsace-Lorraine, notamment, au lieu de baser l'impôt foncier sur la seule valeur locative des terres, on l'a basé sur le produit net total, soumettant ainsi à l'impôt, non seulement la rente du sol, mais aussi le bénéfice d'exploitation.

Nous ne nous sommes pas rangés à ce système, comme je l'ai indiqué quand j'ai pris part aux discussions devant la Chambre. Nous avons simplement taxé la valeur locative, c'est-à-dire la rente que perçoit le propriétaire.

Quant au fermier, à l'exploitant, il réalise des bénéfices entièrement distincts du revenu du propriétaire, et il serait injuste que, pour ces bénéfices, il échappât complètement à l'impôt, surtout si nous envisageons la disparition prochaine de la contribution personnelle-mobilière, qui, évidemment, ne trouve plus sa place dans le système général de nos impôts tel que nous le concevons.

Cela dit, messieurs, sur la question de principe, remarquez combien le projet qui vous est présenté par votre commission ménage le cultivateur. Il prévoit des exemptions considérables à la base.

Jusqu'à 1,875 fr. de valeur locative, l'exemption totale est acquise : si nous prenons une valeur locative de 2,000 fr., l'impôt sera de 1 fr. 50 seulement ; si nous prenons une valeur locative de 4,000 fr., il sera de 25 fr. 50 ; enfin, pour une valeur locative de 10,000 fr., ce qui correspond à une grande ferme comportant un capital d'exploitation considérable, l'impôt ne sera encore que de 142 fr. 50, par conséquent très modéré.

Ces exemptions à la base sont justes, parce que, quand il s'agit de très petites exploitations il y a bien, sans doute, un petit capital, mais on peut dire, néanmoins, que le bénéfice est produit, en réalité, par le travail personnel de l'exploitant et de sa famille.

De même que nous avons accepté des exemptions à la base pour les salaires et traitements, pour tous les revenus provenant du travail personnel, nous devons les accepter également quand il s'agit des bénéfices agricoles, qui sont des revenus de même nature.

Mais, quand on se trouve en présence d'une grande exploitation s'effectuant avec un capital considérable — on ne peut pas exploiter une ferme dont la valeur locative est de 10,000 à 20,000 fr., par exemple, sans avoir des instruments agricoles, des chevaux et un cheptel, qui constituent un véritable capital — ce capital ne peut pas échapper à tout impôt. Le travail de direction doit alors être assimilé, non pas au travail manuel, mais au travail d'un chef d'industrie.

Le projet de la commission traite, d'autre part, l'exploitant agricole d'une façon bienveillante en ne tenant pas compte de la valeur des bâtiments de ferme, valeur qui est pourtant considérable ; on ne retient, en effet, que le loyer de la terre seule.

Ceci dit, et tous ces tempéraments étant bien expliqués, faut-il prendre pour base la valeur locative pleine ou la valeur locative réduite de moitié ?

M. Touron signale une contradiction qui, je le reconnais, est réelle entre la loi relative à l'impôt général sur le revenu et les dispositions que votre commission vous propose. J'estime, quant à moi, que ce qu'il faut modifier, pour faire disparaître cette contradiction, ce n'est pas le projet actuel, c'est la loi de 1914 qui a créé l'impôt sur le revenu. L'occasion s'en présentera bientôt, puisque nous savons tous que nous devons considérer cette loi comme devant être soumise à une révision prochaine.

Déjà, la Chambre vous proposera d'abaisser le taux de l'exemption à la base et de modérer les déductions.

M. Touron. Ce n'est pas moi qui m'y opposerai !

M. le ministre. Je ne vous demande pas une révision trop hâtive, il faut que nous prenions le temps d'y réfléchir, mais je ne peux pas cacher au Sénat qu'on sera forcé d'introduire dans cette loi des modifications.

A mesure que le taux de l'impôt s'élèvera, il faudra évidemment nous montrer plus énergiques et protéger ceux qui font des déclarations sincères contre ceux qui font des déclarations illusoire et évasives, et nous avons le regret de constater qu'avec les dispositions actuelles l'administration s'est trouvée impuissante à redresser certaines déclarations, comme l'équité et la justice l'auraient exigé.

M. Gaudin de Villaine. Ce n'est pas l'agriculture qui fraude !

M. le ministre. Nous vous apporterons ces modifications à leur heure, et le jour où nous reviserons cette loi, nous vous demanderons de la mettre en concordance avec la loi que nous vous soumettons aujourd'hui.

Dans ces conditions, je crois que les propositions de la commission, appuyées par le Gouvernement, concilient tous les intérêts, et nous demandons au Sénat de vouloir bien les voter. (*Applaudissements.*)

M. Peytral. Par les mots « constructions de ferme », entendez-vous aussi le logement du fermier ?

M. le ministre. Parfaitement. On ne prendra pour base de l'impôt sur les bénéfices agricoles que la valeur locative de la terre exploitée. Ce sont les termes mêmes du texte.

M. Touron. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Touron.

M. Touron. Je n'ai qu'à remercier M. le ministre des finances de la franchise avec laquelle il a confirmé ce que j'ai dit du danger auquel le Sénat va se trouver exposé s'il suit la commission et le Gouvernement, et j'insiste sur ce danger.

Si vous votez le texte qui vous est proposé, vous serez amenés à accumuler surcharge sur surcharge aux dépens de l'agriculture. Je n'ai pas dit autre chose, M. le ministre le prévoit, nous sommes donc d'accord sur ce point.

M. le ministre des finances vous invite à réaliser la concordance des deux lois par en haut, c'est-à-dire au moyen d'une nouvelle charge imposée à l'agriculture. Ce que je voulais, c'est demander au Sénat s'il est disposé à réaliser, en ce moment, cette concordance par un procédé aussi dur.

Puisque nous sommes dans le provisoire, il serait beaucoup moins dur de procéder en employant la manière douce et en réalisant la mise en concordance par en bas, c'est-à-dire en maintenant dans la loi que nous discutons l'évaluation adoptée lors du vote de celle de 1914.

Je le crois d'autant plus, monsieur le ministre, en me plaçant même au point de vue du Trésor, que je suis convaincu que si nous ne restons pas dans des limites acceptables pour l'agriculture, vous verrez se multiplier les demandes d'abattement à la base.

De telle sorte qu'après avoir fait mine de vouloir établir l'impôt sur les bénéfices agricoles, vous verrez se reproduire ce qui a eu lieu au Palais-Bourbon.

D'abattement en abattement, d'exemption

en exemption, vous en arriveriez à faire une réforme de façade dont le rendement fiscal serait nul et dans laquelle le Trésor ne trouverait pas son compte.

Vous n'avez pas oublié le projet primitivement voté : à force d'exemptions le rendement de la cédula des bénéfices agricoles était devenu tout à fait illusoire. Je serai avec vous — je l'ai dit dans la discussion générale — lorsqu'il faudra résister aux exemptions trop nombreuses; je n'admets pas qu'un citoyen français échappe à l'impôt direct. J'irai même plus loin que vous. Mais si vous voulez pouvoir assujettir tous les citoyens à l'impôt, ne rendez pas celui-ci excessif...

M. le ministre. Ne prononcez pas le mot « excessif ».

M. Touron. ... ne vous exposez pas à ce que l'on vous reproche de toujours charger la terre. Si l'impôt est supportable, vous y pourriez assujettir tout le monde; dans le cas contraire, il vous faudra exempter le plus grand nombre. (*Très bien! très bien!*)

Vous nous dites bien que l'impôt foncier ne s'ajoute pas à l'impôt sur les bénéfices agricoles. J'en suis d'accord avec vous, il y a deux revenus distincts. Il n'en est pas moins vrai que, pour celui qui exploite sa terre, les deux impôts sont cumulés et que c'est toujours la terre qui paye.

Vous allez la frapper d'un deuxième impôt presque égal à l'impôt foncier. Et si, demain, vous doublez l'impôt complémentaire pour les profits agricoles, comme vous avez déclaré vouloir le faire, vous lui ferez payer trois fois l'impôt foncier actuel. (*Vive approbation.*)

Dans ces conditions, il ne m'est plus possible de ne pas mettre le Sénat à même de manifester clairement son opinion, et j'ai l'honneur de remettre à M. le président un amendement, afin de mettre votre loi en concordance avec celle de 1914 et de laisser en dehors la valeur locative des bâtiments. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. le président. Je donne lecture au Sénat de l'amendement que me fait parvenir M. Touron.

Rédiger comme suit le premier alinéa de l'article 16 :

« Le bénéfice provenant de l'exploitation agricole d'une propriété est considéré, pour l'assiette de l'impôt, comme égal à la moitié de la valeur locative des terres exploitées. »

La parole est à M. le rapporteur sur la prise en considération.

M. le rapporteur. Messieurs, je voudrais rassurer le Sénat en lui montrant que l'assiette proposée par le Gouvernement et acceptée par la commission pour l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole ne peut être considérée comme inspirée d'un esprit de fiscalité exagéré, surtout si l'on se souvient des importantes déductions à la base que nous avons admises.

Si vous le voulez bien, nous allons prendre à titre d'exemples quelques exploitations de différentes valeurs locatives.

En voici une dont la valeur locative réelle est de 5,000 fr.

Avec le système que nous proposons, elle ne sera taxée que sur un bénéfice de 1,250 fr., ce qui, à raison de 3 p. 100, correspond à un impôt de 37 fr. 50.

M. Hervey. De 52 à 50 fr.!

M. le rapporteur. Considérons maintenant une terre dont la valeur locative réelle est de 10,000 fr.; elle sera imposée sur 4,750 fr., c'est-à-dire que l'exploitant payera 142 fr. 50 d'impôt.

Dans les circonstances présentes, peut-on dire que ce soit là une imposition exagérée?

Nous ne le pensons pas. Aussi la commission vous demande-t-elle de voter le texte qu'elle vous a soumis.

J'ajoute que si nous entrons dans la voie indiquée par M. Touron, il faudrait modifier, non seulement l'article actuellement en discussion, mais aussi les suivants qui sont relatifs aux abattements. En effet, les abattements que nous proposons sont liés à la déduction que nous opérons pour obtenir la portion imposable du revenu; nous les avons voulu plus importants que ceux acceptés par la Chambre, parce que nous considérons que le bénéfice de l'exploitation agricole doit être évalué au montant total du revenu net servant de base à l'impôt foncier, en sorte qu'on ne saurait adopter l'amendement de M. Touron, c'est-à-dire réduire la base de l'impôt et en même temps maintenir nos abattements.

Autrement la matière imposable disparaîtrait presque complètement, et alors il serait préférable de renoncer purement et simplement à l'impôt sur les bénéfices agricoles.

Je demande au Sénat de bien vouloir se prononcer nettement sur ce point capital.

M. Hervey. Je demande la parole.

M. le président. Je ne puis vous la donner sur la prise en considération de cet amendement.

M. Hervey. Cependant, M. le rapporteur a donné des chiffres différents de ceux de son rapport!

M. le ministre. Il n'y a aucun doute à cet égard. Pour une valeur locative de 10,000 fr., l'impôt sera de 123 fr.

Voici comment le calcul est fait.

Tout d'abord, on ne considère pas la valeur locative totale, on ne retient que les quatre cinquièmes de cette valeur locative, c'est-à-dire le revenu net qui sert de base à l'impôt foncier.

M. Touron. Ce n'est pas dans le texte!

M. le ministre. Je vous demande pardon! Il s'agit du revenu net servant de base à l'impôt foncier afférent aux terres exploitées. Par conséquent, dans l'exemple que j'ai choisi, ce sont les quatre cinquièmes de 10,000 fr., soit 8,000 fr., qui forment la base de l'impôt.

Maintenant il y a une exemption complète pour la première tranche de 1,500 fr. Reste 6,500 fr.

La tranche comprise entre 1,500 fr. et 5,000 fr. n'est soumise qu'au demi-droit, et le droit plein de 3 p. 100 ne porte que sur le surplus. La taxe totale est, en définitive, de 142 fr. 50. Vous voyez avec quels ménagements l'impôt est établi.

Je demande au Sénat de ratifier la proposition de la commission.

M. le président. Je donne une nouvelle lecture de l'amendement de M. Touron :

« Rédiger ainsi le premier alinéa de l'article 16 (ancien 15) :

« Le bénéfice provenant de l'exploitation agricole d'une propriété est considéré, pour l'assiette de l'impôt, comme égal à la moitié de la valeur locative des terres exploitées. »

M. le rapporteur. La commission repousse la prise en considération.

M. Gaudin de Villaine. Il y a une demande de scrutin.

M. le président. Il s'agit d'une prise en considération pour laquelle le scrutin public n'est pas admis.

M. le président. Je consulte le Sénat sur la prise en considération de l'amendement de M. Touron.

(L'amendement est pris en considération.)

M. le président. L'amendement pris en

considération, la commission est-elle en état de poursuivre la délibération?

Plusieurs sénateurs. Nous demandons le renvoi de la discussion à une prochaine séance.

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre. Nous ne pouvons pas terminer aujourd'hui l'examen du projet de loi. Le Sénat pourrait voter l'article fixant la date au 1^{er} janvier 1918; resteraient les dispositions concernant les créances chirographaires et hypothécaires. M. le rapporteur veut bien me dire qu'il sera en mesure, au début de la semaine prochaine, de déposer le rapport sur cette partie du projet.

M. le rapporteur. Je déposerai le rapport très prochainement. C'est tout ce que je puis dire, car la commission n'en a pas encore commencé l'examen.

M. le ministre. Dans ces conditions, je demande au Sénat de renvoyer la suite de la discussion au jour où il pourrait être saisi des propositions de la commission.

M. le président. M. le ministre demandant le renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure, je consulte le Sénat sur cette proposition.

(Le Sénat a adopté.)

12. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI TENDANT A FIXER LES BASES DES REDEVANCES DE LA Caisse Nationale d'Épargne AU GOUVERNEMENT DE L'ALGÉRIE

M. le président. La parole est à M. Dupont, pour un dépôt de rapport sur un projet de loi pour lequel il demande au Sénat de déclarer l'urgence et la discussion immédiate.

M. Emile Dupont, rapporteur. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à fixer la base des redevances à verser par la caisse nationale d'épargne au budget général de l'Algérie pour l'exécution du service de cette institution par l'administration des postes et des télégraphes.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de votre rapport.

M. le rapporteur. Messieurs, les opérations faites pour le compte de la caisse nationale d'épargne dans les bureaux de poste et le contrôle effectué dans les directions départementales imposent à l'Etat des dépenses de natures diverses dont il est remboursé à l'aide de redevances supportées par le budget annexe de l'institution.

Au cours des dix dernières années, ces redevances ont été successivement majorées. Le taux unitaire par opération, fixé à 11 centimes 5 jusqu'en 1901, a été élevé à 21 centimes par la loi du 17 avril 1906, puis à 26 centimes par la loi du 31 décembre 1907. A la contribution aux frais de loyers de 250 fr. par département, la loi du 28 juin 1901 a ajouté une seconde contribution de 5 p. 100 du montant des dépenses de loyer des bureaux de poste. A partir de 1906 la caisse d'épargne a dû verser une somme représentant les frais de port de ses documents alors que les caisses d'épargne privées jouissent de certaines franchises postales. Enfin, en 1907, il a été décidé que la caisse nationale d'épargne verserait à l'Etat les 9.50 p. 100 des traitements de son personnel à titre de contribution aux dépenses de pensions civiles. De plus elle rembourse

une somme de 16,000 fr. pour le traitement d'un inspecteur général et les honoraires d'un médecin.

L'ensemble des crédits affectés à ces redevances au dernier budget normal, 1914, s'élevait à 3,683,315 fr., savoir :

Redevance de 0 fr. 25 par opération.....	2.040.540
Frais de port des documents.....	825.865
Remboursement de traitement.....	16.000
Part contributive aux pensions du personnel.....	324.575
Part contributive aux dépenses de loyer des bureaux de poste et des directions.....	476.335
Total.....	3.683.315

Pour les trois années 1912, 1913, 1914, le tableau ci-après indique les sommes versées tant au budget général qu'à celui de l'Algérie et le nombre d'opérations effectuées. Le taux moyen de la dépense par opération s'élève à 45 centimes en 1912, 44 centimes en 1913 et 49 centimes en 1914.

ANNÉES	REDEVANCES versées (1).		NOMBRE d'opérations.	MOYENNE par opération.
	fr.	c.		
1912.....	3.483.659	04	7.732.894	0 451
1913.....	3.455.656	06	7.846.596	0 440
1914.....	3.494.156	11	7.126.432	0 490

(1) Non compris les remises au personnel et les frais de régie des directeurs départementaux qu'il n'est pas question de modifier.

L'exagération de ces redevances a été constatée depuis longtemps par les rapporteurs du budget de la caisse nationale d'épargne à la Chambre : MM. d'Iriart d'Échepare (1907), Ménard (1910), Massabuau (1912). Au Sénat, votre commission des finances signalait également cette question à l'attention du Gouvernement. En 1908, notre collègue M. Gauthier, nous-mêmes en 1910 et en 1912, nous sommes élevés contre la pratique fâcheuse qui consiste à faire subventionner le budget général par la caisse nationale d'épargne. Qu'il nous soit permis de rappeler ce que nous écrivions au budget de 1912 :

« La caisse nationale d'épargne supporte obligatoirement une charge annuelle dépassant 4 millions.

« Il est temps de s'arrêter dans cette voie d'aggravation des dépenses d'une institution de prévoyance et on peut se demander s'il y a avantage pour le budget de l'Etat à récupérer quelques centaines de mille francs sur la caisse nationale d'épargne qui, en réalité, sont prélevées sur ses bénéfices annuels et diminuent, par suite, d'autant la fonds de dotation, c'est-à-dire la garantie des déposants. En raison de sa prospérité et de la responsabilité qu'elle impose à l'Etat, il est rationnel que la caisse nationale d'épargne rembourse le montant des dépenses qu'elle lui occasionne. Mais on ne saurait admettre que sa contribution constitue, même partiellement, une subvention au budget général.

« Le maximum de cette contribution paraît avoir été dépassé ; il y aurait danger à l'augmenter encore avant la réalisation d'un fonds de garantie plus en rapport avec les sommes en dépôt. »

Hâtons-nous d'ajouter que, grâce à une gestion prudente et avisée, le fonds de dotation de la caisse n'a pas cessé de s'accroître. L'augmentation a été de 4,777,755 francs en 1912, 5,061,672 fr. en 1913, 6 mil-

lions 190,049 fr. en 1914, 6,414,616 fr. en 1915.

Ce fonds, qui constitue la garantie commune des déposants, s'élevait à 85,910,385 fr. au 31 décembre 1914 et à 92,325,091 fr. au 31 décembre 1915.

Toutefois, le Gouvernement, reconnaissant la justesse des observations des commissions financières du Parlement, a examiné avec plus de soin les différentes redevances exigées de la caisse nationale d'épargne et est arrivé à cette conclusion qu'en les groupant en une contribution unique de 15 centimes par opération on tiendrait un compte équitable des dépenses imposées au budget de l'Etat et à celui de l'Algérie, pour l'exécution et le contrôle des opérations.

Il a proposé, en conséquence, de substituer cette redevance unique de 15 centimes par opération de versement, de remboursement ou de transfert aux diverses contributions énumérées plus haut.

Le projet de loi déposé à cet effet le 17 octobre dernier a été voté par la Chambre des députés le 22 novembre 1916.

Nous ne pouvons que vous demander de l'adopter également.

Toutefois votre commission des finances est d'avis que le taux de 15 centimes qui répond à des nécessités actuelles pourra être relevé lorsque les circonstances qui ont amené le Gouvernement à le proposer se seront modifiées.

M. le président. Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate, signée de vingt de nos collègues dont voici les noms : MM. Emile Dupont, Albert Peyronnet, Debierre, Grosdidier, Empereur, Humbert, Vieu, Touron, Morel, Lourties, Goy, Théodore Girard, Barbier, Servant, Lhopiteau, Murat, Laurent Thiéry, Catalogne, Monnier, Lucien Cornet.

Je mets aux voix la déclaration d'urgence.

(L'urgence est déclarée.)

M. le président. Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate.

(La discussion immédiate est prononcée.)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole dans la discussion générale ?...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion de l'article unique du projet de loi.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Je donne lecture de l'article unique :

« Article unique. — A partir du 1^{er} janvier 1917, les contributions versées au budget général et au budget de l'Algérie par la caisse nationale d'épargne à titre de remboursement de frais d'administration seront remplacées par une redevance de 15 centimes par opération de versement, de remboursement ou de transfert. »

Je mets aux voix l'article unique du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

12. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI RELATIF AU RECENSEMENT DE LA CLASSE 1918

M. le président. La parole est à M. Gervais qui se propose de demander au Sénat de déclarer l'urgence et la discussion immédiate de son rapport sur le recensement et la revision de la classe 1918, qui est en distribution aujourd'hui même.

M. le rapporteur. Messieurs, la prolongation de la guerre et le souci de la victoire finale nous obligent à prévoir l'utilisation aux armées de la classe 1918 dans un avenir que vous aurez vous-mêmes à déterminer, lorsque sera soumis à vos délibérations le projet de loi appelant cette classe sous les drapeaux.

Le projet qui vous est soumis aujourd'hui ne comporte que le recensement et la revision des jeunes gens nés en 1898. Il constitue une mesure de sage prévoyance dont l'utilité est indiscutable.

Depuis le début de la guerre, nous avons dû appeler par anticipation les classes 1915, 1916 et 1917. Les jeunes gens de cette dernière classe ont été revisés au printemps de l'année 1915, c'est-à-dire que ceux d'entre eux qui étaient nés dans le dernier semestre de l'année 1897 n'avaient pas encore accompli leur dix-huitième année au moment de leur revision. Il convient de remarquer que les recrues de la classe 1918 ne seront visitées par le conseil de revision qu'à la fin de l'année présente, c'est-à-dire qu'elles seront, à ce moment, d'un semestre plus âgées que leurs aînées de la classe précédente.

Le présent projet de loi simplifie les opérations des conseils de revision conformément aux errements déjà suivis pour le recensement et la revision des classes 1915, 1916 et 1917.

C'est ainsi que le préfet pourra, en cas de nécessité absolue, déléguer le sous-préfet pour présider, dans son arrondissement, les opérations du conseil de revision.

De même, les nécessités du service de l'intendance obligent à supprimer dans les conseils de revision de la classe 1918 la présence du sous-intendant qui sera remplacé par le commandant de recrutement dans son rôle de commissaire du Gouvernement, chargé de faire respecter la loi.

On a dû encore supprimer les commissions spéciales et les commissions de réforme prévues par la loi de 1913; enfin, il ne sera fait qu'une seule publication des tableaux de recensement de la classe 1918, au plus tard le troisième dimanche qui suivra la promulgation de la loi et le délai d'un mois prévu à l'article 10 de la loi du 21 mars 1905, modifié par l'article 6 de la loi du 7 août 1913, est réduit à dix jours.

Ces diverses simplifications que justifie temps de guerre, et qui s'appuient sur des précédents, sont parfaitement admissibles.

Mais si nous acceptons ces réductions dans les délais ordinaires et si, pour les besoins de la défense nationale et le salut de la patrie, nous vous proposons de ramener au strict nécessaire les formalités administratives, nous renouvelons les observations que nous avons présentées lors de la discussion de l'appel de la classe 1917, pour que toutes les garanties indispensables soient assurées pour l'examen des jeunes gens de la classe 1918.

Il faut donc donner aux conseils de revision le temps suffisant pour que les opérations soient poursuivies avec toutes les facilités désirables et que les appelés de la classe 1918 soient examinés avec une attention minutieuse.

Sur ce point, je tiens à rappeler ici les termes de l'arrêté pris à l'occasion de la formation de la classe 1917.

A la date du 9 avril 1915, le ministre de la guerre, dans un arrêté relatif à la classe 1917, s'exprimait ainsi :

« Les présidents des conseils de revision rappelleront fréquemment à ces conseils et aux médecins experts que l'examen des jeunes gens de la classe 1917 doit avoir lieu avec le plus grand soin en raison même de l'âge de ces jeunes gens dont beaucoup n'ont pas encore atteint le développement physique, seul susceptible d'offrir les garanties de résistance à l'épreuve du service militaire. Une sélection sévère devra être donc faite, comme s'il s'agissait de choisir parmi les jeunes gens examinés des engagés volontaires, lesquels doivent présenter les mêmes conditions d'aptitude physique que les appelés d'âge normal.

« Les médecins apporteront une attention

particulière à la recherche de tous les signes de vigueur fonctionnelle insuffisante de l'organisme, et s'attacheront spécialement à découvrir les symptômes de tuberculose ou même de simple prédisposition à cette maladie. Ils prendront toujours connaissance pour s'éclairer des certificats médicaux présentés par les intéressés... »

Nous comptons que ces prescriptions seront renouvelées au moins, sinon renforcées, pour la classe 1918.

Dans ces conditions, nous vous proposons d'adopter le texte voté par la Chambre dans sa séance du 21 novembre dernier.

M. le président. Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate, signée de vingt de nos collègues dont voici les noms : MM. Doumer, Perchet, Cazeneuve, Empeur, de Selves, Lourties, Ribière, Petitjean, Grosjean, Peyrot, Galup, Bidault, Vallé, Peyronnet, Mascuroaud, Rivet, Laurent Thiéry, Gravin, Poirrier, Butterlin, Gentiliez et d'Aunay.

Je mets aux voix la déclaration d'urgence. (L'urgence est déclarée.)

M. le président. Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate.

(La discussion immédiate est prononcée.)

M. le président. Je dois donner connaissance au Sénat du décret suivant :

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre de la guerre,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. le colonel breveté Giraud, chef du 1^{er} bureau de l'état-major de l'armée au ministère de la guerre, est désigné, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le ministre de la guerre, au Sénat, dans la discussion du projet de loi relatif au recensement et à la révision de la classe 1918.

« Art. 2. — Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 24 novembre 1916.

« R. POINCARÉ.

« Par le Président de la République :

« Le ministre de la guerre,
« ROQUES. »

M. le président. La parole est à M. Gaudin de Villaine.

M. Gaudin de Villaine, de sa place. Messieurs, je ne veux faire qu'une courte observation, de ma place.

Je reconnais autant que tout autre les nécessités de la défense nationale, mais je regrette qu'avant de faire appel à une nouvelle classe, on n'ait pas repéré tous les embusqués qui existent encore en France. Si l'on avait procédé sérieusement à cette mobilisation, on aurait récupéré au moins deux corps d'armée. (Très bien ! très bien !)

M. d'Estournelles de Constant. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. d'Estournelles de Constant.

M. d'Estournelles de Constant. Je comptais poser une question à M. le sous-secrétaire d'Etat du service de santé ; mais, pour ne pas retarder le vote du projet, je reporte mon intervention à la discussion qui s'ouvrira ultérieurement sur la date de l'incorporation.

Cependant, je veux signaler dès à présent la question à l'attention du Gouvernement, car il s'agit des mesures à prendre pour empêcher le péril des maladies vénériennes pour nos jeunes classes.

M. le président. Si personne ne demande plus la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur le passage à la discussion des articles.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. « Art. 1^{er}. — Les tableaux de recensement de la classe 1918 seront dressés, publiés, affichés dans chaque commune suivant les formes prescrites, de telle manière que l'unique publication qui en sera faite ait lieu au plus tard le troisième dimanche qui suivra la promulgation de la présente loi.

« Le délai d'un mois prévu à l'article 10 de la loi du 21 mars 1905, modifié par l'article 6 de la loi du 7 août 1913, est, par exception, réduit à dix jours. »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'art. 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Les conseils de révision de la classe 1918 ne seront pas assistés d'un sous-intendant militaire.

« En cas de nécessité absolue, le préfet pourra déléguer le sous-préfet, pour présider, dans son arrondissement, les opérations du conseil de révision. » — (Adopté.)

« Art. 3. — Les commissions médicales militaires prévues par l'article 10 de la loi du 7 août 1913 ne seront pas constituées pour la révision de la classe 1918.

« Les décisions des conseils de révision de la classe 1918 à l'égard des hommes classés dans les 3^e et 4^e catégories (ajournés et exemptés) seront acquises sans l'intervention de la commission spéciale prévue par l'article 9 de la loi du 7 août 1913. » — (Adopté.)

« Art. 4. — Une loi spéciale fixera la date de l'appel sous les drapeaux du contingent de la classe 1918. » — (Adopté.)

« Art. 5. — La présente loi est applicable à l'Algérie, aux colonies et aux pays de protectorat. » — (Adopté.)

M. Paul Doumer. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Doumer.

M. Paul Doumer. En réponse à l'observation qui vient d'être faite par un de nos collègues, je dois dire que la commission de l'armée ne cesse de se préoccuper de cette question des citoyens français qui, grâce à des complicités, échappent à l'accomplissement de leur devoir militaire. La commission poursuivra sans relâche l'œuvre qu'elle a entreprise à cet égard et pour laquelle elle rencontrera certainement l'approbation du Sénat tout entier. (Applaudissements sur tous les bancs.)

M. le président. Il n'y a pas d'autre observation ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

13. — TRANSMISSION D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le président de la Chambre des députés la communication suivante :

« Paris, le 30 novembre 1916.

« Monsieur le président,

« Dans sa séance du 28 novembre 1916, la Chambre des députés a adopté une proposition de loi concernant les chemins de fer d'intérêt local et les tramways.

« Conformément aux dispositions de l'ar-

ticle 105 du règlement de la Chambre, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition dont je vous prie de vouloir bien saisir le Sénat.

« Je vous serai obligé de m'accuser réception de cet envoi.

« Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

« Le président de la Chambre des députés,
« PAUL DESCHANEL. »

La proposition de loi est renvoyée à la commission des chemins de fer.

Elle sera imprimée et distribuée.

14. — COMMUNICATION DU DÉPÔT D'UN RAPPORT

M. le président. J'ai reçu de M. Colin un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant la loi du 7 avril 1915, autorisant le Gouvernement à rapporter les décrets de naturalisation obtenus par d'anciens sujets des puissances en guerre avec la France.

Le rapport sera imprimé et distribué.

15. — RÈGLEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

M. Ribot, ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre. Messieurs, la Chambre des députés a voté, depuis déjà longtemps, un projet de loi qui a fait l'objet d'un double rapport de M. Jean Codet et de M. Perchet et qui a un certain caractère d'urgence : c'est le projet de loi relatif au crédit au petit et au moyen commerce.

Je demande au Sénat de vouloir bien l'inscrire le plus tôt possible à son ordre du jour, et, si M. le rapporteur y consent, pour l'ordre du jour de mardi, qui n'est pas très chargé.

M. le président. Le rapporteur de la commission spéciale, M. Jean Codet, est-il en état de discuter ?

M. Perchet, rapporteur de la commission des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Perchet, rapporteur de la commission des finances.

M. le rapporteur de la commission des finances. J'ai été chargé par la commission des finances de présenter un avis sur le projet dont vient de parler M. le ministre des finances et qui a fait l'objet d'un rapport de l'honorable M. Codet, au nom de la commission spéciale.

Il ne m'appartient d'engager ici ni la commission spéciale ni son rapporteur, mais je puis dire que la commission des finances ne s'oppose pas à ce que la discussion soit inscrite, comme le demande M. le ministre, à l'ordre du jour de mardi. Il y a longtemps, en effet, que le projet dont il s'agit est impatientement attendu dans le monde du petit commerce.

M. Henry Chéron. Je demande que le projet soit inscrit à l'ordre du jour après la loi sur les débits de boissons.

M. le ministre. Je demande l'inscription du projet à la suite de l'ordre du jour, et nous nous entendrons ensuite avec M. le rapporteur sur l'ordre de la discussion.]

M. le président. S'il n'y a pas d'autre observation, il en est ainsi décidé. (Adhésion.)

Dans ces conditions, voici quel serait l'ordre du jour de la prochaine séance :

A trois heures, séance publique :

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative aux allocations temporaires mensuelles à attribuer à certains militaires réformés n° 2;

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant les débits de boissons;

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant la désertion et l'insoumission dans l'armée de mer;

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant la désertion et l'insoumission dans l'armée de terre;

1^{re} délibération sur : 1° le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, étendant aux agents de change la loi du 30 décembre 1914 concernant les chèques barrés; 2° le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'inscription par le tiré, sur un chèque barré présenté à l'encaissement, de la mention que l'effet sera payable au débit de son compte, soit à la Banque de France, soit dans une banque ayant un compte à la Banque de France;

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au règlement des successions ouvertes pendant la guerre, et spécialement des successions des militaires et marins;

Discussion des conclusions du rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner les marchés qui auront été passés par le Gouvernement pendant la guerre (marchés de l'intendance);

1^{re} délibération sur : 1° la proposition de loi de M. Jean Codet, relative à l'application du crédit mutuel aux ouvriers, fabricants et commerçants ainsi qu'aux sociétés coopératives; 2° le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet l'organisation du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie;

Suite de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant suppression des contributions directes et établissement d'un impôt général sur les revenus et d'un impôt complémentaire sur l'ensemble du revenu;

Quel jour le Sénat entend-il tenir sa prochaine séance ?

Voix diverses. Mardi ! Demain !

M. le président. Je consulte le Sénat sur le jour le plus éloigné, c'est-à-dire mardi. (Le Sénat décide qu'il se réunira mardi.)

M. le président. Donc, messieurs, mardi 5 décembre, à trois heures, séance publique, avec l'ordre du jour que j'ai indiqué.

Personne ne demande plus la parole ?... La séance est levée.

(La séance est levée à six heures moins cinq minutes.)

Le Chef par intérim du service de la sténographie du Sénat,
ARMAND POIREL.

QUESTIONS ÉCRITES

[Application de l'article 80 du règlement, modifié par la résolution du 7 décembre 1914, et ainsi conçu : ...

« Art. 80. — Tout sénateur peut poser à un ministre des questions écrites ou orales.

« Les questions écrites, sommairement rédigées, sont remises au président du Sénat.

« Dans les huit jours qui suivent leur dépôt, elles doivent être imprimées au Journal officiel avec les réponses faites par les ministres.

Elles ne feront pas l'objet d'une publication spéciale.

« Les ministres ont la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai pour rassembler les éléments de leur réponse... »]

1207. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 29 novembre 1916, par **M. Cazeneuve**, sénateur, demandant à **M. le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts** de rendre aux facultés de médecine leurs possibilités d'enseignement en rappelant dans les hôpitaux de l'arrière correspondant aux villes de faculté, tous les professeurs titulaires mobilisés affectés à des formations sanitaires étrangères à ces villes.

1208. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 29 novembre 1916, par **M. Cazeneuve**, sénateur, demandant à **M. le ministre de la guerre** que l'acte de décès d'un soldat mort pour la patrie, dont la dépouille a été authentiquement reconnue, soit adressé à la famille intéressée dans un délai maximum de deux mois.

1209. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 30 novembre 1916, par **M. Jean Morel**, sénateur, demandant à **M. le ministre de la guerre** si un secrétaire d'état-major du service auxiliaire, ayant obéi à la loi du 17 août 1915, peut, étant présent aux armées, être affecté, sur sa demande, à un service d'état-major du corps expéditionnaire d'Orient.

1210. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 30 novembre 1916, par **M. Vacherie**, sénateur, demandant à **M. le ministre de la guerre** si un militaire de la classe 1896, évacué du front à la suite d'hémoptysie consécutive à l'action des gaz lacrymogènes, classé depuis dans les services auxiliaires, ne peut être libéré et renvoyé dans ses foyers.

1211. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 30 novembre 1916, par **M. Maurice Faure**, sénateur, demandant à **M. le ministre des finances** si, dans la loi du 1^{er} juillet 1916, sur les bénéfices de guerre (art. 12), la taxation étant annuelle et la période d'imposition embrassant dix-sept mois, la part de bénéfices exemptée de tout impôt ne doit pas être fixée aux dix-sept douzièmes de 5,000 fr.

1212. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 30 novembre 1916, par **M. Gaudin de Villaine**, sénateur, demandant à **M. le ministre de la guerre** que les malades et blessés soumis à la visite des commissions de réforme et de convalescence soient admis dans des locaux chauffés et appropriés.

1213. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 30 novembre 1916, par **M. Rouland**, sénateur, demandant à **M. le ministre de la guerre** que soit établie dans les dépôts une liste par profession des hommes spécialement R. A. T. susceptibles d'un sursis d'appel afin qu'à toute demande agréée par les services préfectoraux d'un professionnel indispensable à la vie économique du pays l'autorité militaire

puisse immédiatement désigner un homme de la profession indiquée (boulangier, maréchal, bourrelier, etc.).

1214. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 30 novembre 1916, par **M. Hayez**, sénateur, demandant à **M. le ministre de la guerre** dans quel ordre les sous-officiers et soldats revenant du front doivent être désignés à leur dépôt pour y repartir, et que soient d'abord envoyés au front ceux qui n'y sont jamais encore allés.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

Réponse de M. le ministre des travaux publics à la question écrite n° 1175, posée, le 9 novembre 1916, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à **M. le ministre des travaux publics** si les fonctionnaires des classes 1911, 1912 et 1913, mis en congé pour service militaire et passés dans la réserve de l'armée active, seront réintégrés dans les cadres de l'administration, afin de décompter leur ancienneté et de permettre leur avancement du jour de leur passage dans la réserve.

Réponse.

En l'état actuel de la législation, il est impossible de réintégrer dans les cadres de l'administration des travaux publics, pendant leur présence sous les drapeaux, ceux de ses agents qui ont été mis en congé pour service militaire et qui ne sont pas libérés.

Ils seront, bien entendu, réintégrés dans les cadres dès leur libération du service militaire actif, à la fin des hostilités, et la question de savoir comment il devra être tenu compte à ce moment, pour leur avancement, du temps passé sous les drapeaux, ne pourra être réglée que par une mesure générale s'appliquant à l'ensemble des fonctionnaires.

Réponse de M. le ministre des travaux publics, à la question écrite n° 1176, posée, le 9 novembre 1916, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à **M. le ministre des travaux publics** quelles mesures seront prises pour assurer le payement du traitement des fonctionnaires des classes 1911 à 1913 passés dans la réserve de l'armée active.

Réponse.

La loi du 5 août 1914, relative au cumul de la solde militaire et du traitement civil, exige, pour son application, que le fonctionnaire ait été, au moment de la mobilisation, en possession d'un traitement civil. Il continue alors, comme le prévoit la loi, à jouir de son traitement, mais si, à la date de la mobilisation, il ne touchait aucun émoulement, la déclaration de guerre n'a point modifié sa situation, et son cas ne rentre pas dans les prévisions du législateur.

Les fonctionnaires des classes 1911 à 1913 maintenus sous les drapeaux, et qui y étaient déjà au moment de la mobilisation, ne jouissaient pas alors d'un traitement civil. Par suite, d'après une décision générale de **M. le ministre des finances**, ils ne sauraient prétendre à une rétribution quelconque au titre civil, sur le budget de

l'Etat, aussi longtemps qu'ils resteront à l'armée.

Ordre du jour du mardi 5 décembre.

A trois heures, séance publique :

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative aux allocations temporaires mensuelles à attribuer à certains militaires réformés n° 2. (Nos 374 et 419, année 1916. — M. Charles Deloncle, rapporteur; et n° 424, année 1916. — Avis de la commission des finances. — M. Milliès-Lacroix, rapporteur.)

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant les débits de boissons. (Nos 259 et 389, année 1916. — M. Henry Chéron, rapporteur.)

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant la désertion et l'insoumission dans l'armée de mer. (Nos 9 et 75, année 1916. — M. Richard, rapporteur; et n° 412, année 1916. — Avis de la commission de la marine. — M. Eugène Guérin, rapporteur.)

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant la désertion et l'insoumission dans l'armée de terre. (Nos 487, année 1915, et 74, année 1916. — M. Richard, rapporteur; et n° 409, année 1916. — Avis de la commission de l'armée. — M. Henry Chéron, rapporteur.)

1^{re} délibération sur : 1° le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, étendant aux agents de change la loi du 30 décembre 1911 concernant les chèques barrés; 2° le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'inscription par le tiré, sur un chèque barré, présenté à l'encaissement, de la mention que l'effet sera payable au débit de son compte, soit à la Banque de France, soit dans une banque ayant un compte à la Banque de France. (Nos 286, 334 et 416, année 1916. — M. Guillaume Chastenot, rapporteur.)

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au règlement des successions ouvertes pendant la guerre et spécialement des successions des militaires et marins. (Nos 409, année 1915, et 129, année 1916. — M. G. Lhopiteau, rapporteur.)

Discussion des conclusions du rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner les marchés qui auront été passés par le Gouvernement pendant la guerre (marchés de l'intendance). (Nos 292, année 1916. — M. Jénouvrier rapporteur.)

1^{re} délibération sur : 1° la proposition de loi de M. Jean Codet, relative à l'application du crédit mutuel aux ouvriers, fabricants et commerçants ainsi qu'aux sociétés coopératives; 2° le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet l'organisation du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie. (Nos 359, année 1910, 23 et 191, année 1911, 193, année 1914, 17 et 307, année 1915, et 63, année 1916. — M. Jean Codet, rapporteur, et nos 195 et 384, année 1915. — Avis de la commission des finances. — M. Perchot, rapporteur.)

Suite de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant suppression des contributions directes et établissement d'un impôt général sur les revenus et d'un impôt complémentaire sur l'ensemble du revenu. (Nos 66, année 1909, 438 et annexe, année 1913, 89 et 98, année 1914 et 319, année 1916, et a nouvelle rédaction. — M. Perchot, rapporteur. — Urgence déclarée.)

tion. — M. Perchot, rapporteur. — Urgence déclarée.)

Erratum

au compte rendu in extenso de la séance du jeudi 16 novembre 1916 (Journal officiel du 17 novembre).

Page 933, 1^{re} colonne, 33^e ligne,

Après les mots :

« Je mets aux voix l'article unique.

« (Le projet de loi est adopté.) »,

Ajouter :

« M. le président. La commission demande que l'intitulé de la loi soit rédigé comme suit : « Projet de loi relatif aux déclarations en matière de mutations par décès ».

« Il n'y a pas d'opposition?... »

« Il en est ainsi décidé. »

Annexe au procès-verbal de la séance du jeudi 30 novembre.

SCRUTIN

Sur le projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1915, de crédits concernant les services de la guerre et de la marine.

Nombre des votants..... 247

Majorité absolue..... 124

Pour l'adoption..... 247

Contre..... 0

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Aguilhon. Aimond. Albert Peyronnet. Amic. Astier. Aubry. Audiffred. Audren de Kerdel (général). Aunay (d').

Barbier (Léon). Basire. Baudet (Louis). Baudin (Pierre). Beauvisage. Belhomme. Bepmale. Bérard (Alexandre). Bersez. Bidault. Bienvenu Martin. Blanc. Bodinier. Boivin-Champeaux. Bollet. Bonnefoy-Sibour. Bonnelat. Bony-Cisternes. Boucher (Henry). Boudenoit. Bourganet. Bourgeois (Léon). Brager de La Ville-Moysan. Brindeau. Bussière. Buterlin.

Cabart-Danneville. Cannac. Capéran. Castillard. Catalogne. Cauvin. Cazeneuve. Chappuis. Charles Chabert. Charles-Dupuy. Chastenot (Guillaume). Chaumié. Chautemps (Emile). Chauveau. Chéron (Henry). Clémenceau. Codet (Jean). Colin (Maurice). Combes. Cordelet. Courcel (baron de). Courrégelongue. Couyba. Crémieux (Fernand). Crépin. Cuvinot.

Daniel. Darbot. Daudé. Debierre. Decker-David. Defumade. Delahaye (Dominique). Delhon. Dellestable. Deloncle (Charles). Denoix. Destieux-Junca. Develle (Jules). Devins. Doumer (Paul). Doumergue (Gaston). Dupont. Dupuy (Jean).

Elva (comte d'). Empereur. Estournelles de Constant (d').

Fabien Cesbron. Fagot. Faisans. Farny. Félix Martin. Fenoux. Flaissières. Flandin (Etienne). Forsans. Fortin.

Gabrielli. Galup. Gaudin de Villaine. Gauthier. Gauvin. Gavini. Genet. Genoux. Gentilliez. Gérard (Albert). Gervais. Girard (Théodore). Goirand. Gomot. Gouzy. Goy. Gravin. Grosdidier. Grosjean. Guérin (Eugène). Guillemaut. Guillier. Guilloteaux. Guingand.

Halgan. Hayez. Henri Michel. Henry Béranger. Herriot. Hervey. Hubert (Lucien). Huguet. Humbert (Charles).

Jaille (vice-amiral de la). Jeanneney. Jénouvrier. Jonnart. Jouffray.

Kéranflec'h (de).

La Batut (de). Lamarzelle (de). Langenhagen (de). Larère. Las Cases (Emmanuel de). Lattapy. Lebert. Leblond. Leglos. Le Hérisse.

Lemarié. Leygue (Honoré). Leygue (Raymond). Lhopiteau. Limouzain-Laplanche. Lintilhac (Eugène). Loubet (J.). Lourties. Lucien Cornet.

Magny. Marcère (de). Martell. Martin (Louis). Martinet. Mascle. Mascaraud. Mauriceau. Maurice Faure. Mazière. Méline. Menier (Gaston). Mercier (général). Mercier (Jules). Merlet. Milan. Milliard. Milliès-Lacroix. Mir (Eugène). Mollard. Monfeuilart. Monis (Ernest). Monnier. Monsservin. Morel (Jean). Mougeot. Mulac. Murat.

Nègre.

Ordinaire (Maurice). Ournac.

Pams (Jules). Paul Strauss. Pédebidou. Penanros (de). Perchot. Pérès. Perreau. Peschaud. Petitjean. Peyrot (J.-J.). Peytral. Philipot. Pichon (Stéphane). Pic-Paris. Poirrier. Poirson. Ponteille. Poulle.

Ranson. Ratier (Antony). Raymond (Haute-Vienne). Réal. Régismanset. Renaudat. Réveillaud (Eugène). Rey (Emile). Reymonenq. Reynald. Ribière. Ribot. Richard. Riotteau. Riou (Charles). Rivet (Gustave). Rouby. Rouland. Rousé.

Sabaterie. Saint-Germain. Saint-Quentin (comte de). Saint-Romme. Sancet. Sarraut (Maurice). Sauvan. Savary. Selves (de). Servant. Simonet. Steeg (T.). Surreaux.

Thiéry (Laurent). Thounens. Touron. Trystam.

Vacherie. Vallé. Vermorel. Vidal de Saint-Urbain. Vieu. Viger. Vilar (Edouard). Ville. Villiers. Vinet. Viseur. Vissaguet.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Alsace (comte d'), prince d'Hénin.

Dehove. Dron. Dubost (Antonin).

Ermant.

Freycinet (de).

Le Roux (Paul). Limon.

Maillard.

Noël.

Poté.

Riboisière (comte de la).

Séblin.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusés de ne pouvoir assister à la séance :

MM. Fleury (Paul).

Quesnel.

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Kérouartz (de).

Tréveneuc (comte de).

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants..... 249

Majorité absolue..... 125

Pour l'adoption..... 249

Contre..... 0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

Rectification

au compte rendu in extenso de la séance du mardi 28 novembre 1916. (Journal officiel du 29 novembre.)

Dans le scrutin sur l'amendement de M. Murat à l'article 13, M. Capéran a été porté comme « n'ayant pas pris part au vote », M. Capéran déclare avoir voté « contre ».